

SEANCES DU MERCREDI 25 OCTOBRE 1989
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 25 OKTOBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 146.

PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Proposition de loi relative à l'interruption de grossesse, tendant à modifier les articles 348, 350 et 351 du Code pénal et à abroger les articles 352 et 353 du même code.

Proposition de loi relative à l'application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 569-1 et 2*).Proposition de loi modifiant les articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insérant un article 353*bis* dans le même code.Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 594-1 et 2*).Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: M. Henrion, Mmes Tyberghien-Vandenbussche, Aelvoet, M. Cerexhe, p. 146.Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 146.

VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging):

Voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, strekkende om de artikelen 348, 350 en 351 van het Strafwetboek te wijzigen en de artikelen 352 en 353 van hetzelfde wetboek op te heffen.

Voorstel van wet betreffende de toepassing van de artikelen 350, 351, 352, 353 en 383 van het Strafwetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 569-1 en 2*).Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 348 en 350 tot 353 van het Strafwetboek en tot invoeging van een artikel 353*bis* in hetzelfde wetboek.Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 594-1 en 2*).Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heer Henrion, de dames Tyberghien-Vandenbussche, Aelvoet, de heer Cerexhe, blz. 146.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 10 h 10 m.

CONGE — VERLOF

M. Bens, pour raison de santé, demande d'excuser son absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heer Bens, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 348, 350 ET 351 DU CODE PENAL ET A ABROGER LES ARTICLES 352 ET 353 DU MEME CODE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'APPLICATION DES ARTICLES 350, 351, 352, 353 ET 383 DU CODE PENAL

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 348 ET 350 A 353 DU CODE PENAL ET INSERANT UN ARTICLE 353BIS DANS LE MEME CODE

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

Reprise de la discussion générale

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBIJING, STREKKENDE OM DE ARTIKEL 348, 350 EN 351 VAN HET STRAFWETBOEK TE WIJZIGEN EN DE ARTIKEL 352 EN 353 VAN HETZELFDE WETBOEK OP TE HEFFEN

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE ARTIKEL 350, 351, 352, 353 EN 383 VAN HET STRAFWETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKEL 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBIJING

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKEL 348 EN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK EN TOT INVOEGING VAN EEN ARTIKEL 353BIS IN HETZELFDE WETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKEL 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBIJING

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des propositions de loi relatives à l'interruption de grossesse.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de voorstellen van wet betreffende de zwangerschapsafbreking.

La parole est à M. Henrion.

M. Henrion. — Monsieur le Président, après les travaux longs et approfondis menés en commission sous la présidence éclairée et spécialement objective de M. Leemans, auquel il faut rendre hommage, après le rapport écrit de ces travaux, comprenant 217 pages, et les explications à la tribune de nos deux excellentes collègues rapporteurs, je considère que tout a été dit, précisé et débattu avec conviction et talent.

Dans ces conditions, je me limiterai à formuler simplement quatre observations, animé comme toujours par le souci de ne pas encombrer les travaux par des répétitions.

Ma première observation porte sur le temps de réflexion laissé aux assemblées parlementaires pour traiter du sujet qui nous occupe. Il y a exactement dix-sept ans que les responsables politiques ont été invités à trouver une solution juridique au douloureux problème de l'avortement.

C'est en 1972 que M. Vranckx, alors ministre de la Justice, faisait publier les *Eléments d'information sur le problème de l'avortement*, en indiquant que le problème était posé devant l'opinion publique et que le Parlement serait appelé à prendre attitude à l'égard de la proposition de loi déposée par les sénateurs Calewaert, Housiaux et Pierson.

Dans cette brochure, le ministre signalait qu'au cours de quinze réunions échelonnées du 15 février 1972 au 22 juin 1972, il avait entendu les représentants de tous les milieux susceptibles de fournir les éléments d'une prise de position.

C'est en 1976 que la commission nationale pour les problèmes éthiques, constituée à l'initiative du gouvernement de l'époque, déposait ses conclusions au terme d'un rapport de 60 pages.

Il faut ajouter que, contrairement à une opinion répandue, le Parlement n'a pas été inactif, si l'on en juge par les innombrables propositions de loi déposées depuis, tant à la Chambre qu'au Sénat.

Mais, là où nos assemblées ont été en défaut, c'est dans la recherche d'un consensus suffisant pour qu'une majorité se dégage en faveur d'une solution au fond, et nous savons tous que, dans tous les pays qui ont légiféré en la matière, la majorité fut très courte.

C'est incontestablement une œuvre difficile mais que d'autres parlementaires ont pu réaliser, notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en France, en Italie et au grand-duché de Luxembourg. Œuvre difficile, puisqu'il s'agit d'organiser une situation de conflit entre deux intérêts légitimes et fondamentaux.

Et dans ce domaine, le législatif n'a pas le droit de laisser plus longtemps les médecins sans la moindre directive ou autorisation.

Dans un livre récent consacré à *Une certaine idée de la médecine*, le professeur Paul Milliez — qui est un croyant — décrit ce dilemme avec une simplicité émouvante: «Dès la conception, la suppression de la vie est une grave décision. On m'a souvent demandé comment je conciliais cette conception et la pratique d'un avortement. Je dirai qu'il y a des maux qui sont pires que d'autres. Il faut choisir, et ce serait trop simple que ce soit toujours la vie du fœtus qui soit essentielle, alors que, quelquefois, c'est la vie de la femme qui est capitale, et son avenir. Penser qu'un être soit créé sans qu'il ait été désiré, que cet être va se développer et définitivement ruiner la vie d'une femme, ce n'est peut-être pas tellement souhaitable...»

En 1982, à la Chambre, un texte est adopté en commission de la Justice avec une forte majorité; il suspend les poursuites, pendant un an, pour permettre au Parlement de statuer au fond. Cette proposition fut rejetée le 4 mars par 95 voix contre 92 et 5 abstentions. La majorité était donc fragile.

J'ai alors déclaré à la Chambre: «Je crois qu'il faut être très lucide et reconnaître que notre assemblée, comme l'ensemble de la population, est divisée sur le sujet qui nous occupe. Les uns veulent une libéralisation absolue, qui n'existe dans aucun pays; les autres veulent une libéralisation conditionnelle et mesurée, et, enfin, d'autres encore souhaitent plus ou moins clairement, dans la réalité, le maintien des dispositions du Code pénal tel qu'il existe aujourd'hui.»

Mais les choses commencent à évoluer. Dans un discours courageux, prononcé à la Chambre le 3 mars 1982, M. Léon Remacle, homme de grande conviction et de grand savoir, alors président de la commission de la Justice et qui fut pendant quelques années notre collègue au Sénat, déclarait: «Il peut y avoir des conflits de valeur; la loi pénale doit fixer la limite. Je confirme donc de la façon la plus claire notre volonté d'aborder le fond, dans ces conditions, dans le plus bref délai, car je considère aussi que la situation actuelle n'est plus tolérable.» C'était il y a sept ans!

Ma seconde observation porte sur le rapprochement de conceptions constitué par la proposition dont nous débattons.

La recherche d'un tel résultat, à laquelle je m'honore d'avoir participé dès l'abord, en 1985, avec nos collègues Lallemand et Herman, résulte de la conviction, chez ses auteurs, de l'impossibilité de maintenir telle quelle la situation actuelle. Maintenir le texte pénal actuel, c'est, en quelque sorte, pratiquer la tyrannie du statu quo.

Maintenir à toutes forces le statu quo, c'est laisser sans directive les médecins qui se trouvent en présence de choix périlleux, à la fois pour leur conscience et leur responsabilité

pénale, ainsi que les magistrats chargés d'appliquer une législation contestée et qui attendent du Parlement, à tout le moins, une clarification.

M. Frédéric Dumon, procureur général à la Cour de cassation dans sa mercuriale de 1979 consacrée à l'«Etat de droit», à laquelle il a déjà été fait allusion, hier disait: «Ici s'affrontent des préoccupations éminemment respectables et élevées qui exigent une prise de position et une décision de la seule autorité qualifiée de la nation: le pouvoir législatif...»

L'objection formulée par ceux qui veulent, à toute force, maintenir les dispositions actuelles du Code pénal réside dans la conviction qu'il faut protéger le fœtus dès l'origine de la vie.

Un débat philosophique s'est institué depuis longtemps sur ce dernier point. Lors d'un colloque organisé à Namur, sur le sujet «Naissance, vie, mort: quelles libertés?», le RP Troisfontaines, ancien recteur des facultés Notre-Dame de la Paix, observait notamment: «Respect de la vie humaine dès son commencement et s'il y a doute sur le moment initial — doute de fait et non de droit — il faut s'abstenir de nuire à un être peut-être humain...»

Que ceux qui, dans leur intime conviction, entendent privilégier la vie en devenant dès le premier jour s'y conforment rigoureusement est parfaitement respectable pour ce qui les concerne, mais sont-ils habilités à imposer plus longtemps, par la loi, cette position à l'ensemble de la société?

Notre société doit s'organiser d'une manière supportable, non pas nécessairement, comme on l'a dit parfois, en vue du bonheur de ceux qui la composent, mais en vue de leur éviter de grands malheurs, ce qui serait déjà beaucoup.

Or, on ne peut nier que, dans certaines circonstances, une grossesse non voulue soit un malheur véritable. Depuis longtemps ont été admis, du consentement général, des avortements motivés par la santé de la mère ou les circonstances de violence qui ont provoqué la grossesse.

Mais dès l'instant où l'on admet, pour ces cas, l'intervention interruptive, le principe philosophique n'est-il pas nécessairement entamé? C'est là, en quelque sorte, l'enjeu de la discussion. C'est là aussi toute la question que posait, en tant que juriste, avec prudence et une grande élévation de pensée, le professeur Dalcq, de l'UCL quand il déclarait, il y a quelques années, dans un exposé reproduit par *Le Journal des Tribunaux*: «Mais si la finalité de la loi a disparu, si la législation empêche sur un domaine qui relève avant tout de la conscience de l'individu et si, en plus, elle contraint celui qui refuse de l'accepter à s'exposer à des risques graves pour sa santé, il est permis de se demander si la loi doit être maintenue telle quelle.»

Cependant, les promoteurs de cette proposition ont eu la conviction que sortir entièrement le problème du Code pénal, comme le voulaient certains en faisant de l'intervention purement et simplement un acte médical, était excessif et qu'il fallait procéder par exceptions limitées dans le temps et conditionnées.

Tout délai est arbitraire, nous le savons, mais celui de douze semaines coïncide avec celui de nombreuses législations étrangères et est même inférieur à nombre d'entre elles puisque aux Pays-Bas, par exemple, la loi de 1981 prévoit treize semaines.

Quant à l'état de détresse, il peut résulter de nombreuses circonstances.

Il ne s'agit pas, pour autant, d'un avortement sur simple demande, et ce pour trois raisons:

1^o Il n'y a aucun automatisme dans la réponse du médecin;

2^o L'article 2 donne à celui-ci une mission d'information dont le contenu peut être largement dissuasif;

3^o Si le médecin n'est pas le juge des causes de la détresse — ce qui, le plus souvent, lui serait d'ailleurs impossible — il doit au moins, en conscience, être à même d'estimer la réalité de la détresse.

Or, la détresse, nous disent les dictionnaires, est un élément psychologique qui correspond à un «sentiment d'abandon, de délaissement, de solitude, d'impuissance... que l'on éprouve dans une situation poignante...»

S'il apparaît de l'entretien que la demande de la femme est motivée par de simples raisons de convenance ou de légères perturbations dans les conditions de vie, il n'y a pas de raison de penser, *a priori*, que la femme est en état de détresse.

Si, au contraire, celle-ci estime que la prolongation de la grossesse lui cause d'incontestables dangers ou inconvénients à ce point qu'elle se sent dans une situation poignante où il n'y aurait pas d'autre issue que l'intervention, alors la détresse est présente.

Tout médecin, par son expérience professionnelle et sa connaissance de la psychologie, est à même de se faire une opinion à cet égard.

L'amendement à l'article 2, que les promoteurs de la proposition ont déposé en commission, évoque précisément, dans sa justification, la nécessité de la conviction à résulter, pour le médecin, de son colloque avec la femme.

Il n'y a donc aucun automatisme: il est indispensable que la conviction du médecin soit emportée.

Ma troisième observation est relative à l'information de l'opinion publique.

Il y a, je crois, dans l'histoire législative, peu d'exemples où l'information a été aussi largement diffusée et ce, aussi bien par les partisans que par les adversaires d'une réforme.

Des rapports, des dossiers, des brochures ont été largement répandus, spécialement au cours des derniers mois, ce qui a permis d'opportunes enquêtes d'opinion, celle-ci s'exprimant chaque jour, chez nous, dans un abondant courrier de lecteurs, qu'ils soient anonymes ou non, favorable ou adversaires.

Dans un article du 12 octobre, dans l'hebdomadaire *La Cité*, on pouvait lire qu'une majorité de femmes chrétiennes sont favorables à un changement de la loi même si, à titre personnel, elles sont contre l'avortement et refusent de le pratiquer. L'auteur ajoutait: « Cette position est aussi celle qu'ont adoptée plusieurs mouvements sociaux ou familiaux chrétiens et notamment le Mouvement pour le couple et la famille, la Fédération belge des centres de consultations conjugales, le Comité de l'action catholique des milieux indépendants, l'Action catholique rurale des femmes et Vie féminine. »

En recevant voici quelques jours, dans mon courrier, le dernier bulletin d'octobre du Conseil national des femmes belges qui se trouve sous la présidence de notre estimée collègue, Mme Hanquet, j'ai pu constater que le conseil d'administration de cette institution tout à fait pluraliste avait provoqué une enquête chez les associations membres: pour les 60 associations et sur 23 réponses, on dénombrait 19 oui, 3 non, et une abstention. Dès lors, sans s'exposer, je crois, à trop de démentis, on peut considérer qu'une forte majorité de la population serait en faveur d'une dépénalisation partielle.

C'est à ce moment qu'apparaît une argumentation inusitée et tout à fait spécieuse selon laquelle modifier la loi par une majorité au Parlement serait faire injure à la minorité qui s'y oppose.

D'où résulte-t-il que modifier une loi, même dans un domaine important et sensible, serait une offense à ceux qui s'y opposent et que rien ne pourrait se faire sans un consensus fondamental et absolu?

Soutenir un tel point de vue serait paralyser le fonctionnement démocratique et conférer une espèce de droit de veto à ceux qui, au Parlement, prétendraient, à tort ou à raison, exprimer un sentiment minoritaire.

Ma quatrième et dernière observation est que, dans ce domaine, rien ne serait plus déplacé que le pharisaïsme; la tâche ingrate, voire parfois impopulaire, étant au surplus, assumée par les autres.

C'est à cela que faisait allusion le président Giscard d'Estaing, interviewé à Bruxelles en avril 1988, à propos de la loi Veil: « C'est la grande difficulté dans des pays comme les nôtres, à tradition catholique ancienne: admettre que la loi civile n'a pas à codifier l'obligation religieuse. Pour ma part, je suis catholique, ma famille aussi, et donc contre l'avortement. Mais il ne m'appartient pas d'édicter pour d'autres une loi civile équivalente.

Ce que je constate, c'est que depuis que la loi française a été votée, à l'automne 1974, il y a eu un certain nombre de consultations électorales, mais que pas un mot n'a été changé à la loi. Comme si chacun était satisfait que le travail ait été fait ... par d'autres! »

Mes chers collègues, je puis conclure.

Puisque, semble-t-il, nous allons pour une fois nous prononcer indépendamment de tout mot d'ordre partisan ou de préférence gouvernementale, faisons-le, de grâce, en parlementaires lucides, sincères et indépendants.

C'est ainsi que le Sénat pourra démontrer, au-delà des mots convenus, qu'il est véritablement une haute assemblée. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Tyberghien.

Mevrouw Tyberghien-Vandenbussche. — Mijnheer de Voorzitter, de discussie omtrent de morele beoordeling van abortus verloopt over verschillende niveaus die niet met elkaar mogen worden verward.

Er is het niveau van de individuele vrouw, die in een noodsituatie gedwongen wordt het voor en tegen van een zwangerschapsafbreking af te wegen. Direct daarmee samenhangend is de vraag in hoeverre haar autonomie hierin al dan niet een autonomie-in-relatie is.

Er is het niveau van de medicus, die de abortus wel of niet zal uitvoeren en daarmee samenhangend de vraag in hoeverre de beslissing hiervoor aan de medicus mag worden toegekend.

Er is het niveau van de maatschappij, en de vraag in hoeverre deze maatschappij in deze materie wetgevend moet optreden.

In deze pluralistische maatschappij zijn de meningen uitgesproken verdeeld. Begrippen als moraal, als individuele autonomie werden nog nooit zo fel op het publieke en politieke forum gebracht. Wij leven in confrontatie met een staat met fundamentele verschillen in de levensovertuiging van zijn burgers, maar toch verenigd in een gemeenschappelijk project van tolerantie en gelijkheid van kansen voor alle betrokkenen, het enige project dat een rechtsstaat kansen geeft.

In dit licht wil ik hier in dit abortusdebat het thema van de individuele vrijheid uitdiepen, zoals ik het als vrouw aanvoel en ervaar. De cultus van individuele vrijheid komt bijzonder tot uiting in dit abortusvoorstel, waar het recht op zelfbeschikking van elke burger letterlijk weer te vinden is in de teksten. De ondertekenaars spreken erin over het « recht van de vrouw om over haar eigen lot te beslissen » — dus als het ware eigen wetgever te worden — daar zij het alleenrecht krijgt om te beslissen wat er « met haar lichaam » gebeurt. Deze uitdrukking wordt in dit wetsvoorstel vastgelegd. Vroeger hoorden wij meer de uitdrukking « baas in eigen buik ».

Bijgevolg stellen we vast dat de onvoorwaardelijke rechtsbescherming van het menselijk leven niet meer centraal staat, en de individuele vrijheid steeds meer prevaleert, zodat wij ons afvragen of een aantal andere fundamentele waarden niet in het gedrang komen.

Dit betekent tevens dat we in dit verband mogen gewagen van een radicale ommekeer in het algemeen aanvaarde waardenpatroon. De eigen wil wordt de hoogste wetgever, ook bij beslissingen waar leven en dood op het spel staan. De mens wordt soeverein en mag doen wat hij zelf wil en beslist. Hier wordt dus de vraag « wie beslist » hoger gesteld dan de vraag « wat wordt beslist ».

Wij kunnen ons ook hier afvragen of dit de emancipatie is die wij als vrouwen wensen. Het zelfbeschikkingsrecht wordt in deze wet ingevoerd, en daarmee komt het principe van de vrijheid van de mens, van de rechten van de mens, ook van « vrij zijn in de samenleving » van « bescherming tegen geweld en wreedheid » opnieuw in het gedrang, want anderszins leven en lichamelijke integriteit worden in deze nieuw gelanceerde vrijheid niet langer beveiligd door de wetgever.

Dit is een radicale ommekeer, ook in de rechtsbescherming. Dit thema wordt door andere collega's verder uitgediept.

Dat iedereen vrij moet zijn te denken en te handelen zoals hij of zij het wil, is uiteraard een kenmerk van een pluralistische samenleving. Biedt het recht op zelfbeschikking echter wel de waarborg voor een geordende samenleving, waar het recht al haar leden bescherming biedt? Dit is de essentiële vraag in dit debat dat een « beschavingsdebat » zou moeten worden genoemd volgens een uitspraak van professor Schotsmans: « Want in dit debat wordt het type beschaving dat wij willen op het politieke forum gebracht. »

Wij moeten ons ernstig afvragen of onze democratische samenleving hier niet ernstig wordt bedreigd. Het alleen-beslissingsrecht stellen als hoogste goed is een regelrechte aanslag op de universele verklaring van de rechten van de mens, waarin het individuele recht op leven wordt erkend, reeds vanaf het begin. Of is die verklaring ook al achterhaald? De verklaring van de rechten van het kind van 20 september 1959 begint met de aanhef: « Het kind heeft omwille van zijn gebrek aan lichamelijke en verstandelijke rijpheid nood aan een passende rechtsbescherming, zowel vóór als na zijn geboorte. » Ook de aanbeveling 874 van de Raad van Europa met betrekking tot een Europees Handvest van de rechten van het kind, paragraaf VI, A, bepaalt: « Het recht op leven voor elk kind vanaf zijn verwekking, op huisvesting, een behoorlijke voeding, een aangepaste omgeving, zou erkend moeten worden en de nationale regeringen zouden de verbintenissen moeten aangaan alles in het werk te stellen om de onverkorte uitoefening van dit recht mogelijk te maken. »

Er is dus een duidelijke overeenstemming met de conclusies van het biologisch wetenschappelijk onderzoek, in het bijzonder het genetisch, dat stelt dat het menselijk leven begint vanaf zijn verwekking.

Daarover schijnt een overgrote meerderheid akkoord te gaan, ook de indieners van het wetsvoorstel. Dit blijkt immers uit het verslag en uit de toezpraken hier op de tribune.

Voor ons als vrouw is deze wetenschap bepalend voor onze verantwoordelijkheid in de echte deelname en de wil wel of niet mee te werken aan de schepping van een nieuwe mens.

Er wordt hier vaak gezegd dat wij dit standpunt willen opdringen. Dit is niet juist want ook recente ontdekkingen in de genetica bevestigen dat een bepaald genetisch patrimonium vastligt van het eerste moment van de versmelting van eikel en zaadcel in ons lichaam, de bevruchte eikel, die een unieke menselijke belofte is, uniek en origineel, en alle gegevens bevat die nodig zijn voor de latere ontwikkeling waarin dit wonderlijk miniatuurwezentje helemaal tot ontplooiing zal komen.

Dit embryo ontwikkelt zichzelf uit de bestanddelen van het bloed van de vrouw, zijn moeder.

Het is een nieuw menselijk wezen, oorspronkelijk en « onderscheiden » van het moederlijk organisme, dat het wel ontvangt en voedt. Het is noch de repliek van zijn vader, noch die van zijn moeder, noch de som van beiden.

Het is een derde — nieuw — wezen.

Als vrouw moest ik dit nog eens herhalen. Mijn collega's zeggen toch vaak dat herhaling de moeder van de wijsheid is, ik moest dat nog eens onderstrepen, omdat wij eerlijkheidshalve moeten vaststellen dat de dynamiek van het menswordingsproces vanaf het bevruchttingsmoment aanwezig is en de kwaliteit van specifiek menselijk leven derhalve moet worden erkend. Al wie het menselijke embryo beschrijft als eenvoudig menselijk biologisch materiaal draagt een belangrijke verantwoordelijkheid, en vergeet, er zelf uit gegroeid te zijn, en slechts te zijn en te leven dank zij het bestaan en het willen van andere menselijke wezens, die wij zelf niet gekozen hebben. Met andere woorden, we kunnen het meest eigene van onze bestaansconditie moeilijk verloochenen.

Hiermee verwijs ik naar de recent doorgebroken Europese filosofische strekkingen die dit axioma van de menselijke bestaansconditie steeds weer bevestigen. Denken we aan Buber, Levinas, Burggraeve en anderen, die in deze context de relatie van het zijn en het worden van elke mens als thema gemeen hebben.

Dit inzicht in de mens als relatie-wezen leidt ons ertoe vragen te stellen bij de radicalisering van zelfbeschikking en autonomie. Daarom moet het respect voor het ongeboren leven hoger staan dan het respect voor de autonomie van de vrouw, en niet omgekeerd, zoals in dit voorstel.

« Bevruchting is niet zo maar een verdere stap in een ontwikkelingsproces dat al vroeger is begonnen » zegt professor Renaer. Zij komt tot stand door een bewust menselijk initiatief, dit betekent binnen een relatie, voor een nieuwe relatie, een nieuw leven.

We kunnen niet vergeten dat de mens een relationeel wezen is. De moeder heeft niet het kind gemaakt. Het gaat hier duidelijk om een partnergebeuren.

De beslissing over zijn lot kan dus nooit aan één individu, hier de vrouw, worden overgelaten.

Bij het nuchter ontleden van de teksten van de wet, creëren wij als wetgever een uitermate comfortabele positie voor de man en vervallen alle artikelen omtrent de erkenning van het vaderschap in de wet op de afstamming.

Mannen verheugt u, want u krijgt via deze wet een vrijkaart, ik durf zeggen, een gratis vrijerskaart. We ontnemen de man wettelijk alle verantwoordelijkheid en medeverantwoordelijkheid. Hij ontsnapt dus letterlijk aan de erkenning van het vaderschap en kan vrijblijvend gebruik maken van deze vrijheid die hem zomaar wordt geschonken.

Alle in de wet ingeschreven middelen als gevolg van de erkenning vervallen eveneens, zoals de vordering tot uitkering voor het onderhoudsgeld, opvoeding en passende opleiding tot de meerderjarigheid van het kind waar de vader bij artikel 336 van de wet op de afstamming toe verplicht is. Het klinkt brutaal, maar de werkelijkheid is dat abortus in deze omstandigheden ook financieel een goede zaak wordt voor de verwekker van het kind.

De morele druk op de vrouw door de man, door haar omgeving, om tot abortus over te gaan, kan nog meer groeien en ondraaglijk zwaar worden, want de man, de verwekker heeft er alle baat bij. Dat is een reële situatie.

De man gaat vrijuit en ontsnapt aan alle wettelijke verantwoordelijkheden en financiële en morele verplichtingen.

Ik kan mij voorstellen dat veel mannen dit niet wensen en zich er met ons krachtadig tegen zullen verzetten dat hun uitstoting en uitschakeling in de wet wordt ingeschreven. Dit kunnen wij als een regelrechte discriminatie van de man vertalen. Dat is niet de emancipatie die wij voor de samenleving van de toekomst willen inbouwen.

Er zijn bijkomende voorwaarden ingeschreven voor abortus mag worden uitgevoerd, zo zeggen de verdedigers. Dat is waar. Die voorwaarden zijn inderdaad terug te vinden in artikel 2, 2°.

Laten wij eerlijk zijn. Het zijn slechts formele voorwaarden die zich weinig onderscheiden van de ingeburgerde gewoonten die bij een andere medische ingreep ook gelden. Voorlichting en begeleiding zijn essentieel. Zij zijn zeker reeds verworven en zij worden toegepast in elk ziekenhuis. Dat het in het voorstel misschien niet gaat om een normale noodzakelijke medische ingreep bewijst punt 5° van artikel 2. Daarin wordt bepaald: « Geen geneesheer, geen verpleger, of verpleegster, geen lid van het paramedisch personeel kan gedwongen worden medewerking te verlenen aan een zwangerschapsafbreking. » Dat is wellicht een unicum in de geschiedenis van de medische plichtenleer, waarbij een arts niet kan weigeren hulp te bieden — door deze wet kan hij dat wel — aan een vrouw die erom vraagt en die in een noodsituatie verkeert. Is het dan toch zo dat die noodtoestand niet altijd zo duidelijk is? Of, is de formule van de eed van de arts ook al achterhaald?

Dat de dokter bij het eerste bezoek van de vrouw moet beslissen of hij de ingreep zal verrichten, zoals artikel 2, 5°, voorschrijft, is eveneens een zeer ongewone wetgevende bepaling, die absoluut niet met de huidige praktijk rekening houdt. Bij gelijk welke andere ernstige medische ingreep wordt soms dagen overlegd vóór de arts beslist de operatie uit te voeren. In het geval van abortus moet hij *stante pede* oordelen en beslissen.

Dat roept vragen op omtrent de ernst van de zogenaamde noodtoestand, in het voorstel alleen omschreven als «de vaste wil van de vrouw», een vaste wil waar niemand anders zeggenschap over kan hebben, de partner niet, de ouders niet, de familie niet.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden dat de plicht van solidaire verantwoordelijkheid in dit perspectief bewust genegeerd wordt.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden dat ik alleen zou moeten beslissen of dit kind wel of niet mag blijven leven. Deze verantwoordelijkheid is te immens voor één persoon en moet minstens gedeeld worden met de verwekker van het leven.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden dat bij eventuele onmacht of overmacht door omstandigheden, de solidariteit onder de mensen niet bij machte zou zijn een nieuwe medemens op te vangen. De draagkracht van de vrouw waarover in het verslag zo vaak wordt gesproken, wordt medebepaald door een sociale omgeving die medeverantwoordelijkheid moet dragen en mede verantwoording moet afleggen. Hierover wordt niets gezegd. Zelfs de rechter kan dit niet invoeren.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden, kan ik niet verantwoorden, dat ik vooraf zou weten dat en moeten beslissen of het groeiende kind wel of niet gelukkig zal zijn na zijn geboorte. Op zijn minst wordt toch verwacht dat wij rationeel denkende mensen, durven bekennen dat wij niet voldoende competent zijn om op afstand en tijd over het geluk of ongeluk van deze nieuwe mens te oordelen.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden dat ik zelf alleen zou beslissen over de zogenaamde kansen of onkansen van het verwekte kind.

Als vrouw kan ik niet aanvaarden dat een weerloos en onmondig kind afhankelijk wordt van de wil of de «wil-niet» van zijn moeder alleen.

Als vrouw kan ik niet meewerken aan een samenleving waarin de menselijke vrijheid primeert op de zedelijke verantwoordelijkheid en waarin de normenverlaging een weggooicultuur oproept en waarvan de weerloze medemens het slachtoffer is.

Als vrouw kan ik niet meewerken aan een samenleving waar de mens in wording op onze waardenschaal zijn prioriteit verliest door menselijke overmoed, en het geweten van een volk misvormd wordt voor een tijdelijke oplossing van meestal ongeregelde levensomstandigheden.

Als vrouw kan ik niet meewerken aan een samenleving waar de mens door het vergemakkelijken van de abortuspraktijken onbewust minder respect zal opbrengen voor de vrouw. Met een voorstel als dit bouwen we in feite de vlucht uit de medeverantwoordelijkheid voor de man in. Na enige tijd zullen we dan weer actie kunnen gaan voeren tegen het misbruik van de vrouw, tegen het seksueel geweld. In die val zullen wij als vrouwen niet trappen.

Als vrouw wil ik niet meewerken aan een samenleving waarin, ingevolge de liberalisering van abortus, het gevaar bestaat dat men op termijn niet meer zal zorgen voor gehandicapte pasgeborenen, waarin actieve euthanasie als logisch zal worden voorgesteld, waarin een verminderde solidariteit zal bestaan met gehandicapten en met seniel dementen.

Ik twijfel eraan dat de verklaringen van de indianen van het voorstel dat zij dit niet wensen noch bedoelen, zulks zullen tegenhouden. De ware uitdaging blijft het zoeken naar een betere manier om de zwakkeren op te vangen en heeft te maken met meer solidariteit met degenen die zich in een extreme noodsituatie bevinden.

De ware uitdaging is zich bewust te zijn dat het niet voldoende is een stelling te affirmeren, maar houdt tevens een bewuste verantwoordelijke en voortdurende opdracht in een menswaardige samenleving te bestendigen, ook voor de vrouwen in hoge noodsituatie.

Het probleem van zwangerschapsafbreking kan echter niet opgelost worden door de strafwet alleen.

De tabellen van onderzoek naar de redenen voor abortusaanvragen zijn onvoldoende bekend, want daarin lezen we bij Vekemans en Dohmen dat in meer dan de helft van de zwanger-

schapsafbrekingen, de vrouwen geen of een weinig betrouwbare anticonceptiemethode gebruikten. Het is ook niet voldoende geweten dat twee derde van de vrouwen die abortus vragen, economische, sociale of psychische redenen aanvoeren.

In het verslag op bladzijde 10 is er zelfs sprake van 95 pct. Deze vaststelling maakt een aantal opdrachten in het beleid bijzonder prangend. Wetgevende initiatieven moeten prioritair worden uitgewerkt ten einde ongewenste zwangerschappen te voorkomen onder meer door het voorzien in effectieve en voor hen aanvaardbare anticonceptie-hulp.

Het is een dringende taak van de overheid de bevolking voor te lichten, preventie aan te bieden en alles in het beleid op te nemen om abortus te voorkomen. Misschien kan de aids campagne hierbij een stimulerend voorbeeld zijn.

De gezinnen, het jeugdwerk en het onderwijs moeten jongeren opleiden en begeleiden in hun opbouw van waardevolle relaties en in het verantwoord omgaan met eigen vruchtbaarheid.

Dit zou verplicht moeten worden gesteld en gestimuleerd en bijgevolg thuishoren in het lessenpakket.

Dit, en andere positieve acties, reeds voldoende herhaald en beschreven, moeten evenveel attentie krijgen als dit abortus-debat.

De kernvraag waarover wij deze dagen officieel en openbaar moeten beslissen, is of deze wet een bijdrage kan zijn tot een humanere samenleving en een betere rechtsbescherming, wat toch de doelstelling is en moet zijn van ieder rechtgeaard politicus.

Dat er in dit wetsvoorstel een van de beginselen van een nieuwe ethiek is ingeschreven, lezen wij reeds in de toelichting. Door artikel 2 van dit voorstel zal het recht van de vrouw om over haar eigen lot te beslissen en niets te moeten ondergaan dat haar zelfstandigheid zou aantasten in de strafwet worden ingeschreven. Deze beslissing kan niet meer worden aangevochten als deze wet wordt aangenomen.

Wij blijven van mening dat bij een reële noodsituatie, de rechter in de eerste plaats het best geplaatst is om daarover naar billijkheid en met grote menselijkheid te oordelen. Abortus wordt te vaak als een emotioneel probleem behandeld, ook te vaak als een katholiek probleem, en men verdoezelt dat het hier alleen gaat om een fundamenteel menselijk probleem waar de vraag naar het recht op leven, of beter nog het recht op doden, of wij kunnen misschien ook zeggen het recht van het kind om geboren te worden, centraal staat en doorslaggevend is. Abortus is en blijft een kwestie van leven of dood, hoe hard dit ook moge klinken, en wat in de toelichting ook worde geschreven. Het is de tekst van de wet zelf die bepalend is en blijft in de toekomst.

De verbondenheid van de mensen met elkaar waarin de grondslag van onze samenlevingsmoraal is gelegen, zal voortaan moeten wijken voor de individuele vrijheid en de autonomie van de persoon.

Om deze voor ons onaanvaardbare zwenking in ons samenlevingsmodel, waar het verzoek van de vrouw, mits een aantal formele voorwaarden zijn vervuld, als voldoende reden wordt beschouwd om een zwangerschap af te breken, kunnen en zullen wij dit voorstel niet, en nooit, goedkeuren. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil mijn uiteenzetting aanvatten met een woord van dank gericht tot alle collega's die tot nu toe in dit debat hebben gesproken omdat ik apprecieer dat een stijl wordt ontwikkeld die het mogelijk maakt dat naar elkaar wordt geluisterd, ook al is men het niet eens of zelfs fundamenteel oneens. Ik heb ook kunnen zien dat zelfs gisterenavond in de latere uren mensen, die verschillende opties hebben genomen ten aanzien van het wetsvoorstel, bij elkaar zijn gaan zitten en nog verder hebben doorgepraat. Dit vind ik kwaliteit voor een parlementair debat.

In het verlengde daarvan, en bij wijze van inleiding, zou ik ook nog willen stellen dat ik de mening ben toegedaan dat de

echte tegenstellingen reëel en diepgaand genoeg zijn en tegelijkertijd ook voldoende nuances in de echte zin van het woord in het debat aanwezig zijn dat het niet nodig is het standpunt van anderen te verdraaien of in een vals daglicht te plaatsen om op die manier stof te doen opwaaien.

Ik wil in dit verband twee kleine opmerkingen maken in de lijn van een pleidooi voor een eerlijke benadering van de standpunten van anderen. Het is ongehoord dat men naar buiten uit de indruk wil wekken dat, dank zij de indieners van dit voorstel, abortus tot de dag vóór de geboorte mogelijk wordt. Dit kan absoluut niet, ook niet volgens de termen van het voorstel van wet.

Evenmin kan ik het op prijs stellen dat men in commentaren op vrije tribunes — ik verwijs hier naar een uitspraak van de heer Gijs — verkondigt dat Agalev in de commissie alle goede amendementen heeft weggestemd, terwijl wij in de commissie niet eens stemgerechtigd zijn. Bovendien verzwijgt de heer Gijs dat de CVP zelf alle amendementen die hij nu zo goed noemt, heeft weggestemd. Dit is een verdraaiing van de feiten. Men kan terecht eerlijk over zijn standpunt argumenteren en de opties van anderen hard aanvallen, maar laten wij het daarbij ook houden.

In verband met ons oordeel over de wenselijkheid om de huidige situatie al dan niet te handhaven, wens ik volgende bedenkingen te maken. De tegenstanders van elke vorm van wetwijziging hebben in de commissie tot uittentreuren herhaald dat er geen enkele reden bestaat om de strafwet te wijzigen. Zij beweren integendeel dat de huidige wet op de beste manier het ontluikend leven van de foetus beschermt door een bijna absoluut verbod op zwangerschapsafbreking. Zij zouden wel oog hebben voor de schrijnende noodsituaties van de vrouw, maar zij gaan er van uit dat in die gevallen de milde rechter niet bestraffend zal optreden.

In de commissie werd aan de hand van voorbeelden uit de praktijk — onder meer door dokter Peeters die hier ook gisteravond nog een aantal voorbeelden heeft geciteerd — aange- toond dat die zienswijze niet kan worden volgehouden.

Bovendien is ze fundamenteel onjuist omdat de indruk wordt gewekt dat dank zij de strafwet abortus effectief wordt beteugeld. Dat klopt niet, want jaarlijks worden ongeveer 16 000 abortussen verricht op Belgische vrouwen. 11 000 ingrepen gebeuren in België, 5 000 in Nederland. Deze feitelijke toestand is in de commissie door professor Renaer van de KU Leuven zeer treffend onder woorden gebracht. Hij verklaarde: «Abortus wordt in België straffeloos uitgevoerd, oogluikend toegestaan of in stilte geëxporteerd». Wij hebben echter een hoger abortuspercentage dan Nederland dat zwangerschapsafbreking gedeeltelijk uit het strafrecht heeft gehaald. Dat het strafrecht een efficiënt instrument zou zijn, kan dus moeilijk worden volgehouden.

Wij stellen tevens vast — en dit werd ook door vorige sprekers reeds aangetoond — dat het gerechtelijk apparaat zeer onsamenhangend en zelfs onzeker optreedt. Gedurende jaren hebben de meeste procureurs des Konings geen vervolgingen meer ingesteld. Het uitblijven van een wettelijke regeling door de blocage in het Parlement heeft de verwarring nog vergroot.

Daarop werden dan opnieuw, vooral in het Brussels, recht- daen bepaald, vervolgingen ingesteld en dergelijke meer, maar op een verschillende manier in verschillende gerechtelijke arrondis- sementen.

Men kan dus met de beste wil van de wereld niet volhouden dat op die manier de rechtsstaat wordt gegarandeerd.

Wij zijn trouwens in de feiten al een stapje verder. We zijn in zo een schizofrene toestand beland dat politieke verantwoor- delijken, die tegen elke vorm van de penaliserende zijn, toch de werking van 22 centra en een aantal afdelingen van klinieken gedogen, die ze dan wel aan de rand van de «clandestiniteit» laten opereren.

Het gaat dus niet langer op alleen te spreken over «indi- duen» die de wet overtreden. We zijn een stap verder. Er zijn georganiseerde eenheden die de hulpverlening concreet gestalte geven tegen de bestaande wet in.

Deze praktijk wordt gedoogd door de gehele politieke klasse. Die praktijk gedogen en tegelijkertijd stellen dat de wet niet moet veranderen, is ons inziens maatschappelijk onaanvaardbaar. Het feitelijk gedrag toont trouwens aan dat het officiële discours niet het echte discours is, want dan had men de politieke moed moeten opbrengen om die centra te doen sluiten. Dat blijkt politiek onmogelijk.

Laten we het daarover dan ook eerlijk hebben en er de consequenties uit trekken.

Toen ik ongeveer voor twee weken in een debat in Leuven deze visie uiteenzette, heeft zelfs Vice-Eerste minister Dehaene in het openbaar mijn beschrijving van de toestand vrij correct genoemd.

In dit verband wil ik de Nederlandse christen-democraat, de heer Deetman, bijvallen die op 4 november 1980 — dus vóór de nieuwe wetgeving in Nederland werd goedgekeurd — in de Tweede Kamer stelde: «De huidige wettelijke bepalingen zijn tot een dode letter geworden. Praktijk en wet zijn volledig haaks op elkaar komen te staan en dat is net niet aanvaardbaar». Dat is meteen een verwijzing naar het feit dat christen-democraten in Nederland een wetwijziging mogelijk hebben gemaakt, ter- wijl de Nederlandstalige christen-democraten in ons land een blokkering van de stand van zaken kiezen, het behoud van de bestaande wetgeving.

Voor Agalev is het onaanvaardbaar dat een soort *science fiction*-toestand wordt hooggehouden, hoewel de maatschappe- lijke werkelijkheid aan elke wettelijke afbakening ontsnapt. Een zo belangrijke materie kan men — en dat is terecht al vaak gezegd — toch niet in een vacuüm laten hangen.

Blijkbaar geven sommigen er de voorkeur aan de oude wet in theorie te laten bestaan en die toe te passen — of laten toe te passen — *à la carte*. In een rechtsstaat is het een kwalijke zaak als de wetten zo ver op de werkelijkheid achteraan hollen.

Meer fundamenteel nog ontbreekt de maatschappelijke consensus voor de handhaving van de oude wet, die inderdaad niet langer beantwoordt aan het waarde-aanvoelen van de grote meerderheid van de mensen. Precies in het domein van het strafrecht moet de eensgezindheid over de strafbaarheid van een daad zeer groot zijn. Hugo Schiltz stelde vóór enkele jaren in een bijdrage van *Knack* dat het verschrikkelijke recht om misdrijven te bepalen een bevoegdheid is die een Parlement alleen kan opnemen na een zo eerlijk mogelijke vaststelling van hoever de morele consensus van het volk reikt.

Het is mijn eerlijke overtuiging dat over het vasthouden aan de oude wet hoegenaamd geen consensus meer bestaat. Dit blijkt ook zeer duidelijk uit de opiniepeiling van *Le Soir*. Om een meer select gezelschap te citeren: ook de leden van de staatscommissie voor de Ethische Problemen hebben in 1976 al unaniem ver- klaard — en daarin zijn vertegenwoordigers van alle filosofische strekkingen — dat de oude wet moest worden gewijzigd. Dit is tot op heden niet gebeurd.

De hierboven vermelde argumenten tonen aan dat de dubbele status-quo, namelijk handhaven van de bestaande wet en grosso modo ongestoord handhaven van de bestaande praktijk, funda- menteel ongezond is. Deze status-quo verdedigt de waarden niet en beschermt evenmin het leven van de foetus.

Alvorens in te gaan op de wijze waarop Agalev ethisch en politiek tegen dit probleem aankijkt, kom ik nog even terug op de advertentie die de faculteit Geneeskunde van de KU Leuven reeds twee keer liet verschijnen in de meeste Vlaamse kranten. Gisteren heb ik een exemplaar van het studentenblad *Veto* in handen gekregen, waarin een aantal professoren van de KU Leuven worden ondervraagd over het tot stand komen van deze advertentie. Een van hen is professor Masschelein, die bovendien vice-rector is van de Katholieke Universiteit Leuven. Hij neemt op twee manieren afstand van deze advertentie: ten eerste, inzake de procedure en ten tweede, inzake de inhoud.

Wat de procedure betreft, verklaart professor medicus Mass- chelein dat hij het moeilijk heeft met de manier waarop de advertentie tot stand is gekomen. «Er is weinig voorbereiding aan voorafgegaan en de procedure die binnen de faculteit wordt toegepast om slechts één dag vooraf een vergadering aan te

kondigen, lijkt mij in zo'n geval ongepast. Ik ben dan ook niet aanwezig geweest op deze bespreking.» Dit zelfde argument wordt ook aangehaald door professor Delooz die evenmin aanwezig was op die bewuste vergadering van de academische fractie. Hij wees erop dat de tekst die door het Centrum voor biomedische ethiek werd opgesteld en pas een week later ter sprake zal komen in de ethische commissie van de faculteit, waarvan hij lid is en waar hij zeker vragen zal stellen. (*Protest op de banken van de CVP.*) Ik hoop er een antwoord op te krijgen, voegt hij eraan toe.

Over de inhoud van de advertentie zegt professor Masschelein het volgende: «Persoonlijk heb ik het er moeilijk mee, want ik zie niet graag dat zo een ingewikkeld probleem op zo een simpele manier behandeld wordt. Je moet je daarbij de vraag stellen wat men van een faculteit Geneeskunde kan verwachten in zo een debat. Volgens mij zijn wij een wetenschappelijke instelling die dus ook met wetenschappelijke argumenten op de proppen moet komen. Het medische aspect is daar een component van, maar er zijn andere facetten. Je moet dit, volgens mij, trouwens niet zien als een medisch standpunt, maar als een politieke boodschap. Men heeft een signaal willen geven naar de publieke opinie.»

Tot zover een aantal uitspraken in verband met het tot stand komen van de advertentie van de KU Leuven. (*Protest op de banken van de CVP.*)

Ik ga nu dieper in op de vraag hoe Agalev abortus als ethisch en politiek probleem situeert. De reeds jaren durende polemiek, zowel in het Parlement als in de bredere gemeenschap, bewijst alvast één ding — op dat punt ben ik het eens met mevrouw Tyberghien — namelijk dat over kunstmatige zwangerschapsafbreking, in onze samenleving duidelijk uiteenlopende morele appreciaties bestaan. Ik benadruk het woord «uiteenlopend», maar ook het woord «moreel». Er bestaan verscheidene morele appreciaties en niet één morele en één amorele of immorele appreciatie.

Vereenvoudigd, kan men de standpunten in twee grote strekkingen onderbrengen. Een eerste groep spreekt vanuit een sterke bekommerning om de bescherming van het leven van de foetus en verleent daaraan ethisch een bijna absolute prioriteit. Een tweede groep gaat eerder uit van de leefbaarheid van de globale situatie van de betrokken volwassenen en van de menselijke ontplooiingsmogelijkheden die het toekomstig kind worden geboden. Van daaruit meent deze laatste groep te kunnen beslissen of in bepaalde omstandigheden een embryo al dan niet verder zal kunnen ontwikkelen.

Ik benadruk zeer uitdrukkelijk dat het een zware vertekening van de werkelijkheid is, te beweren dat alle christenen tot de eerste groep behoren en alle vrijzinnigen tot de tweede. De scheidingslijn tussen beide groepen valt niet samen met de breuklijn tussen christenen en vrijzinnigen. Ter zake worden voortdurend tegenstrijdige standpunten ingenomen.

Eenzijds verklaart men dat het om een algemeen menselijk probleem gaat waarover christenen en vrijzinnigen moeten kunnen discussiëren, maar anderzijds, naar de publieke opinie toe, stigmatiseert men dit voorstel als een vrijzinnig voorstel. De heer Van Rompuy heeft verscheidene keren verklaard (*Protest op de banken van de CVP.*) ... dat dit een vrijzinnig voorstel is, dat voor christenen onaanvaardbaar blijft.

Men roept op die manier een scheidingslijn in het leven om het maatschappelijk debat op een valse manier te mobiliseren.

De heer Aerts. — Bent u daar bang voor?

Mevrouw Aelvoet. — Neen, want anders zou ik hier het woord niet nemen. Maar ik geef de voorkeur aan een zuiver gesteld debat.

Wat de praktijk van de wetgever inzake een godsdienstig, filosofisch en ethisch pluralisme betreft stellen wij vast dat in een moderne democratische samenleving de wetgever meestal een gedifferentieerde aanpak voorstaat inzake levensbeschouwelijke problemen waar persoonlijke gewetensrechten aan de orde zijn. Er wordt niet meerderheid tegen minderheid voor een

bepaalde overtuiging gekozen. Er wordt integendeel nagegaan hoe de verschillende overtuigingen van mensen en groepen kunnen worden gerespecteerd.

Sinds geruime tijd worden we geconfronteerd met een groeiende verscheidenheid van opvattingen inzake leefregels die op het vlak van het persoonlijk leven en de interpersoonlijke relaties belangrijk zijn, maar ook als fundamenteel worden beschouwd voor de ordening van de samenleving zelf. Het wegvallen van de maatschappelijke consensus in verband met het huwelijk als onontbindbare instelling en het wegvallen van de consensus inzake de bestaande abortuswetgeving, liggen in hetzelfde vlak, hoewel het om een andere materie gaat. De vraag rijst hierbij of de wetgever hier ook rechtsbescherming kan verlenen aan de verschillende ethische strekkingen, en zo ja, op welke voorwaarde?

Het is zeer belangrijk dat de wetgever er zich op het principiële vlak kan van overtuigen dat het om ernstig beredeneerde ethische standpunten gaat die als dusdanig worden erkend door grote groepen in de samenleving. Deze voorwaarde is belangrijk omdat het inderdaad niet zou opgaan dat menonwaardige opvattingen als geldige alternatieven worden geïnstitutionaliseerd.

Wanneer men echter de twee strekkingen die in onze samenleving ter zake leven, onbevooroordeeld poogt te begrijpen is het duidelijk dat eerbied voor het leven in beide het uitgangspunt is. Die formele, algemene norm wordt wel op verschillende wijzen geïnterpreteerd en leidt dan ook tot verschillende concrete opties.

In het boek van Maurice De Wachter *Abortus als ethisch dilemma* staat een zeer verhelderende omschrijving. Hij stelt: «De laatste verklaring voor dergelijk ethisch pluralisme ligt in de blijvende onmacht van de mens om een fundamentele norm, in dit geval eerbied voor het leven, eenduidig en rechtlijnig door te trekken naar concrete regels inzake abortus.

Eenzelfde grondbeginsel kan in de discussie functioneren om het leven van de foetus te beschermen, maar het kan evengoed worden ingeroepen ten voordele van het leven der moeder. Met andere woorden, ethisch gezien bestaat er na de fundamentele bevestiging van trouw aan het leven en eerbied voor het ongebooren leven, vooralsnog geen weg om een concrete regel met kracht van ethische argumenten en methode onweerlegbaar door te drukken tot een absolute zekerheid met een overeenkomstig bindend karakter.»

Het is dus aangewezen dat met dergelijke, ethisch geïnspireerde standpunten rekening wordt gehouden en niet met partij-politiek geformuleerde standpunten om er gemakkelijk en goed uit te komen.

Men moet erkennen dat de fundamentele regel van eerbied voor het leven in de praktijk kan leiden tot concrete confrontaties waarbij het vooraf niet evident is dat de ene norm het altijd en in alle omstandigheden zou moeten halen op de andere concrete norm. Daar gaat dit debat over.

Het is belangrijk dat er dieper wordt ingegaan op de verhouding tussen ethiek en politiek. Naast de ethische verscheidenheid, die ook een ethisch fundament heeft, dient er immers een onderscheid te worden gemaakt tussen een ethische en een politieke beslissing. Als het om dit soort ethische kwesties gaat, is men geneigd om de eigen optie onverkort in een wet vastgelegd te willen zien.

Een politiek standpunt innemen is nochtans iets van een andere orde dan een persoonlijke morele overtuiging verkondigen of beleven.

Men kan op het politieke vlak een wet goedkeuren die men maatschappelijk verantwoord en aanvaardbaar acht, terwijl men persoonlijk een standpunt heeft waarmee veel verder wordt gegaan dan wat in de wet is vastgelegd.

Of zoals Paul Sporken, een katholiek moraaltheoloog, schrijft: «Ethiek en recht zijn weliswaar met elkaar verbonden, maar ze zijn niet identiek. Men kan één wettelijke regeling aan het hele volk opleggen, maar niet één ethiek omdat die te nauw samenhangt met de levensbeschouwing van ieder individu en/of van bepaalde groeperingen in onze samenleving. Het recht

moet meer ruimte laten dan volgens een bepaalde ethische zienswijze als verantwoord wordt beschouwd. Soms moet het recht minder ruimte laten dan in een andere ethische zienswijze verantwoord wordt geacht. Overtreding van ethische normen en regels zal ieder primair voor zichzelf en zijn geweten moeten verantwoorden; overtreding van de wet daarentegen is primair voor de samenleving.»

Iemand kan dus individueel tegen abortus zijn en politiek een bijdrage leveren tot het niet meer strafbaar maken ervan in bepaalde omstandigheden. Trouwens, uit gesprekken in de commissie en ook hier, is gebleken dat iedereen hier aanwezig, abortus beschouwt als een bijzonder ongelukkig menselijk gebeuren, als een menselijk verlies. Maar of het in alle omstandigheden strafrechtelijk moet worden benaderd, dat is de vraag waarmee wij hier worden geconfronteerd.

Door een wijziging van de wet in de richting van een gedeeltelijk niet meer strafbaar maken van zwangerschapsafbreking, wat de bedoeling is van het voorstel van wet, wordt niemand verplicht tegen zijn geweten te handelen, niemand wordt verplicht van de vrijere wet gebruik te maken. Waarom moeten de tegenstanders zich zo gekwetst voelen omdat andere mensen wettelijk de mogelijkheid krijgen hun gewetensbeslissing uit te voeren? De rechtsgemeenschap, en voorlopig is het Parlement geroepen die te vertegenwoordigen, maakt een regeling die niemand iets oplegt, maar die ruimte biedt waarbij de burgers beslissingen kunnen nemen. De afbakening van die ruimte waar ethische en politieke consequenties aan verbonden zijn, moeten wij hier maken. In geen geval kan ervan worden uitgegaan dat aan de wet zonder meer de norm van het persoonlijk handelen wordt ontleend.

Als wetgever hier en nu moeten wij niet onze persoonlijke keuze uitspreken ten aanzien van één van de twee grote strekkingen die in deze samenleving bestaan. De gewetensvraag waarvoor wij staan, is welk ons persoonlijk oordeel is, ons gewetensoordeel is, over hoe wij als wetgever recht moeten doen aan de ethische verscheidenheid en hoe wij als wetgever opnieuw vat willen krijgen op de feitelijke toestand. Daar gaat het om.

Tenslotte wil ik mijn betoog afronden met een commentaar bij het voorstel van wet zelf.

Wij hebben sinds geruime tijd bekendgemaakt dat wij dit voorstel van wet verantwoord vonden. De reden daarvoor is niet dat wij het onszelf zo gemakkelijk zouden hebben gemaakt door ons maar gauw aan te sluiten bij iets dat toch vooral door anderen was bepaald.

De werkelijkheid is dat wij een hele andere weg zijn gegaan. Vanaf het ogenblik dat wij in het Parlement verkozen waren — de eerste keer als groenen na de verkiezingen van 1981 — werden wij in 1982 dus geconfronteerd met de eerste voorstellen tot opschorting van vervolging ingediend door Leona Detiège in de Kamer. Op dat ogenblik hebben wij onmiddellijk in onze partij een werkgroep opgericht die zich gebogen heeft over het vraagstuk en gepoogd heeft, uitgaande van wat daarover in eigen kringen leefde, een eigen voorstel op papier te zetten. Wij hebben ook een eigen voorstel uitgewerkt. Toen hebben wij dit niet naar buiten gebracht, omdat wij in de periode 1982-1983 nog bezig waren met een bevraging daarover in onze partij. Wij hebben dat op zeer ruime schaal gedaan. Er werd aan dit probleem ook een buitengewone vergadering van onze stuurgroep gewijd. Merkwaardig is dat de keuze waartoe wij via die werkgroep, de consultatie in de partij en de besluitvorming in de stuurgroep gekomen waren, inhoudelijk zeer dicht stond bij het oorspronkelijk wetsvoorstel dat in 1985 door de heer Lallemant en mevrouw Herman werd ingediend.

In dat voorstel kwamen echter een aantal zaken voor die voor ons onvoldoende waren. Daarom hebben wij het oorspronkelijke wetsvoorstel geamendeerd op die punten die voor ons van zeer groot belang waren.

Ten eerste wilden wij de termijn waarin een vrouw, die zich in een noodsituatie bevindt, kan overgaan tot de vraag naar

abortus, zo kort mogelijk houden. Daarom hebben wij voorgesteld die termijn terug te brengen van vijftien tot twaalf weken.

Ten tweede wensten wij ook een verstrenging van de procedure bij uitzonderingen, dit wil zeggen abortus na de twaalf weken.

Ons uitgangspunt was dat wie de abortusproblematiek uitsluitend benadert vanuit het levensrecht van het ongeboren leven, terwijl gezondheid, welzijn en draagkracht van de zwangere vrouw buiten het blikveld worden gelaten, het vraagstuk scheef trekt. Het gaat hier precies om een conflictsituatie, waarbij altijd fundamentele waarden in het gedrang komen, welke oplossing men ook kiest. Er is in zo'n geval altijd sprake van menselijk verlies. Bij conflictsituaties zonder ernstige afweging voor het opofferen van de betrokken vrouw kiezen, is ethisch even onverantwoord als *a priori* voor abortus kiezen.

In het wetsvoorstel wordt uitdrukkelijk bepaald dat het moet gaan om een vrouw die zich in een noodsituatie bevindt. Dit is voor ons de uitdrukking zelf van de reële conflictsituatie waarin die vrouw verkeert. Wie zich buiten dat spanningsveld plaatst, in welke richting ook, kunnen wij niet volgen. Men maakt het zich met zo'n houding logisch gezien wel gemakkelijk, maar men plaatst zich buiten het leven en buiten de echte ethische vraagstelling die zich in het leven zelf bevindt.

Het begrip noodsituatie is daarom voor ons centraal in het wetsvoorstel. De hoofdindieners hebben dit begrip in het debat ook centraal geplaatst. Er wordt hierbij van uitgegaan dat de vrouw de eerste en de sterkst betrokkene is. Zij draagt namelijk op de meest uitgesproken manier de gevolgen, zowel van het afbreken als van het voortzetten van de zwangerschap. Voor de vrouw gaat het immers om meer dan het beëindigen van de zwangerschap. Zij moet ook alle dagen instaan voor de opvoeding van het kind dat zij gekregen heeft. Dat opvoeden, collegas, veronderstelt in de meeste gevallen in onze samenleving, zoals in de meeste samenlevingen in de wereld, in de eerste plaats nog altijd de onverdroten inspanning van de moeder en dit op een zeer concrete manier.

Mevrouw Tyberghien-Vandenbussche. — Wij willen dat, mevrouw Aelvoet. Wij kiezen daarvoor.

Mevrouw Aelvoet. — Inderdaad. En daarom vind ik het ook zo belangrijk dat vrouwen in dit debat het woord nemen. Daarom vind ik het ook belangrijk dat bescheidenheid aan de dag wordt gelegd bij het oordeel dat men zo maar uitspreekt over de vrouw. Op dit punt ga ik straks nog even dieper in.

De cruciale rol die men de vrouw in het wetsvoorstel laat spelen bij de beslissing tot abortus, doet te vraag rijzen of men de vrouw met die beslissing dan ook alleen laat staan. Ik denk dat niet, mevrouw Tyberghien.

Men moet de teksten lezen en naar de bedoelingen luisteren. Men beschrijft de procedure die in de tekst staat gemakkelijk als puur formalistisch en nietszeggend. Niets is minder waar. De procedure nodigt niet alleen uit voor gesprek en informatie, zij verheft gesprek en informatie tot een vereiste. Wie dat ontkent, leest de tekst niet.

De vrouw moet door een informatiedienst worden onthaald, op de hoogte worden gebracht van alle rechten en voordelen en van de bijstand die haar via wetten en decreten reëel wordt gewaarborgd, niet die welke men fantaseert op het moment dat het probleem er is. De vrouw kan ook hulp en raad krijgen in verband met problemen van psychische en sociale aard.

De heer Tant. — Zij is rechter en partij.

Mevrouw Aelvoet. — Er wordt tevens een ernstige verantwoordelijkheid gelegd bij de geneesheer. Hij moet de vrouw inlichten over de medische risico's en de opvangmogelijkheden moeten in herinnering worden gebracht. De geneesheer moet zich vergewissen én van de vaste wil én van de noodsituatie van de vrouw. Hij moet dus nagaan of haar beslissing niet alleen

wel overwogen is maar hij moet tevens nagaan of zij met zichzelf in het reine is en of zij niet onder druk staat, maar echt een eigen keuze kan maken. Ook dat is belangrijk in verband met het geven van de eindverantwoordelijkheid aan de vrouw.

Het is immers onze ervaring dat het in de meeste gevallen de vrouwen zijn die het langst aarzelen en het langst weerstand bieden in verband met het afbreken van hun zwangerschap. Het is dikwijls haar omgeving die aanzet, dwingt en aanpoort tot de ingreep. In die zin is het leggen van de centrale verantwoordelijkheid bij de vrouw mijns inziens in de feiten eerder ten voordele van de bescherming van het ongeboren leven dan omgekeerd. Bovendien is door de heren Lallemand en Henrion en door mevrouw Herman al duidelijk gezegd dat volgens de wet, wanneer een geneesheer de noodsituatie niet vaststelt, hij de ingreep moet weigeren.

De bedenktijd van zes dagen spreekt eveneens in het voordeel van het uitklaren van een beslissing. Hij schept de tijdsruimte waarin de vrouw kan afwegen wat er op het spel staat. Dat is belangrijk.

Ik heb met veel interesse geluisterd naar de levensechte getuigenis van de heer Peeters. Heel veel dingen die hij heeft aangebracht, wijzen erop hoe een vrouw in nood kan aangesproken worden op een manier die ontradend kan werken. Wat vrouwen in een noodsituatie echt overtuigt is niet de dreiging van de strafwet, maar wel het gesprek, de ruimte daarvoor en de kwaliteit van het onthaal. De vraag is of het mogelijk is een goed kader voor gesprek, onderzoek en een menselijk doorleefde beslissing in verband met abortus te creëren zonder een tolerante wet.

Sommigen insinueren dat het roekeloos zou zijn de beslissing aan de vrouw over te laten. Niemand kan beweren, ook ik niet en ik zal het nooit doen, dat aan deze keuze geen risico is verbonden. Er kunnen inderdaad fouten worden gemaakt. Maar, wij moeten meteen de vraag stellen of er een beter alternatief is. Juist daarover heb ik mijn twijfels.

Ik heb gisteren met veel aandacht geluisterd naar de uiteenzetting van de heer Arts, die met veel overtuiging heeft gesteld dat in het wetsvoorstel de vrijheid van de vrouw absoluut boven de waarde van het ongeboren leven wordt gesteld. Ik vraag mij af hoe hij tot zulke conclusie kan komen. Dat is niet de optie van het wetsvoorstel. Het wetsvoorstel stelt namelijk dat abortus niet de regel is, maar de uitzondering. Dat het inderdaad de uitzondering is, blijkt tevens uit de formulering dat abortus in het strafrecht moet blijven.

Het feit dat de noodsituatie centraal staat in dit voorstel, betekent precies dat de indiensers de ene waarde (het ontlukende leven) niet absoluut boven de andere (de leefbare toekomst van de vrouw) willen stellen.

In de noodsituatie moet de vrouw kunnen afwegen welke van beide waarden zij in haar situatie moet laten doorwegen. En het is waar dat nu eens in een richting, dan eens in een andere zal worden beslist. De eindverantwoordelijkheid ligt bij de vrouw. Dat is juist. Toch denk ik dat zij onder al degenen die hierover zouden kunnen beslissen, de best geplaatste persoon is om te beslissen.

In het verlengde van dat beslissingsrecht van de vrouw — dat toch geen absoluut beslissingsrecht is, want het wordt getoetst door een geneesheer — hangen sommigen het beeld op van de « ik-vrouw » die met niets of niemand, behalve dan met zichzelf, rekening zou houden. Als wij het reilen en zeilen in onze samenleving en zelfs ver daarbuiten nagaan, dan moeten we vaststellen dat van alle mensen op aarde het de vrouwen zijn die op de meest concrete manier voortdurend het relationele gedrag kiezen, die voortdurend bereid zijn te proberen hun persoonlijke ambities in overeenstemming te brengen met de rechtmatige vragen van anderen.

Ik verwijst naar de zorg voor kinderen, naar de zorg voor ouderen. Het zijn de vrouwen die dat draagvlak uitmaken in de wereld. Dus moeten het ook de vrouwen zijn die het doorslaggevend woord kunnen uitspreken bij de beoordeling van hun toestand.

De heer Luyten. — Er zijn inderdaad veel meer « ik-mannen ».

Mevrouw Aelvoet. — Dan blijft nog de grote vraag bij wie dat toetsingsrecht moet worden gelegd. En op dat punt lopen de meningen van de indiensers van het voorstel en van de Volksunie uiteen. Volgens de Volksunie moet de controle op die noodsituatie bij de rechter liggen. Door het controlerecht bij de rechtbank te leggen, zal er volgens ons bij de vrouw in een noodsituatie veel angst en onzekerheid blijven bestaan en dreigen die weer in de clandestiniteit en de illegaliteit terecht te komen. Die clandestiniteit en illegaliteit kunnen niet alleen zeer gevaarlijk zijn voor het leven van de foetus, maar ook voor het leven van de vrouw. Misschien hoopt men in alle stilte dat, ondanks de clandestiniteit, er toch een behoorlijke medische verzorging zal zijn. Dan is het resultaat dat men een praktijk gedooft die niets meer met de wet heeft te maken. Dat is het reële politieke dilemma waarin we met een controle door de rechtbank dreigen terecht te komen.

De verschillende zienswijzen op het moment waarop een zwangerschap mag worden afgebroken heeft volgens ons zeer sterk te maken met de evolutie in het denken en in de kennis over het continu levensproces van de mens.

De heer Erdman, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Vele auteurs, zowel uit vrijzinnige als uit christelijke hoek, verkondigen de mening dat onmogelijk kan worden volgehouden dat een pas bevruchte eicel zonder meer hetzelfde zou zijn als een voldragen menselijk leven, als een mens *tout court*.

Het is niet omdat het een proces is dat continu kan verlopen — het verloopt spontaan vaak niet continu — dat kan worden gesteld dat het beginpunt van het proces hetzelfde zou zijn als het eindpunt. In dit verband citeer ik ook professor Etienne Vermeersch: « Eigenschappen die zich langzaam wijzigen, vertonen meestal geen duidelijke scheidingslijn op een welbepaald punt van het traject. » In levensprocessen is de graduele overgang van het ene stadium naar het andere trouwens de courante regel.

Ook de Vlaamse christen-democraat en ethicus, Guido Roscam, neemt stelling in dezelfde richting. Hij zegt: « In geen geval zullen wij tegenspreken dat de bevruchte eicel menselijk leven is. Zij bevat de genetische blauwdruk en het cytoplasma om samen met het moederlijk lichaam een kind tot ontwikkeling te laten komen. »

In werkelijkheid ontwikkelt zich tussen de stadia van de ondeelbaarheid en de levensvatbaarheid een kind dat is uitgerust om het bestaan in te gaan. Zoals de ondeelbaarheid verwijst naar het begin van zijn individueel bestaan — dus niet de conceptie — « verwijst de levensvatbaarheid naar de voltooiing van een biologisch ontwikkelingsproces, dat hem toegang zal kunnen geven tot een zelfstandig bestaan. »

Aan de levensvatbaarheid kunnen wij wettelijke consequenties verbinden. Dit zal dan concreet inhouden dat wij uit de buurt van het stadium van de levensvatbaarheid moeten blijven. »

Welnu, dit was precies ons motief om te kiezen voor een zo kort mogelijke periode.

De idee dat aan de zich ontwikkelende foetus groeiende rechten moeten worden toegekend, vinden wij ook terug bij rechtskundigen zoals bijvoorbeeld professor Leenen.

Ook in de buitenlandse wetgevingen wordt qua beslissingsprocedure onderscheid gemaakt tussen abortus in het eerste en in het tweede trimester van de zwangerschap. Wij hebben duidelijk gekozen om zo ver mogelijk uit de buurt van het stadium van de levensvatbaarheid te blijven.

Aan de groei en de ontwikkelingsgraad van de vrucht kunnen juridische gevolgen worden verbonden. Ook de katholieke moraaltheoloog, Paul Sporken, stelt dat aan de gedachte van de toenemende rechtsbescherming ten grondslag ligt dat de vrucht in toenemende mate eigenstandig wordt en aan toenemende menswaardigheid wint.

Reeds in het verleden — en hierop werd al door verscheidene personen gewezen — werd ook in het volksaanvoelen een ver-

schil gemaakt tussen abortus vóór en na een bepaalde datum. Het Engelse *common law* met de *quicken*ing werd al aangehaald.

In het waarde-aanvoelen van mensen wordt ook een spontaan onderscheid gemaakt tussen een vrucht van twee weken en een vrucht van acht maanden. Ook in het dagelijks leven wordt een verschil in respect betoond bij een vroeggeborene van zeven maanden die wordt begraven en het produkt van het spontane miskraam van enkele maanden dat niet wordt begraven. Ook in de beleving van vrouwen — en op dit punt spreek ik uit persoonlijke ervaring — bestaat er een verschil tussen de beleving van een vroege miskraam en een vroeggeboorte met dodelijke afloop. Dat is immers heel wat anders.

Het bewijs hiervan wordt ook geleverd door de zeer harde tegenstanders van dit wetsvoorstel. Zij blijven er immers op hameren — een bewijs *a contrario* — dat met dit spontane abortus mogelijk blijft tot de dag vóór de geboorte. Zo kan men er dan op rekenen terecht de afschuif van de bevolking op te roepen. Het is voor ons allemaal onverdraaglijk en weersprekend dat zoiets mogelijk zou zijn.

In het wetsvoorstel steunt men op de medische definitie van abortus; zij heeft als uiterste grens de leefbaarheid van de foetus.

De heer Tant. — Het staat niet zo in de tekst.

Mevrouw Aelvoet. — Het wordt ten overvloede in het verslag gezegd.

Trouwens, in het wetsvoorstel kan de twaalf-weeken-grens slechts worden overschreden als het uitdragen van de zwangerschap een ernstig gevaar inhoudt voor de gezondheid van de vrouw of indien vaststaat dat het kind dat zal worden geboren, zal lijden aan een uiterst zware kwaal, die ongeneeslijk is op het moment van de diagnose. In dit geval gaat het uiteraard om een totaal andere situatie dan in de eerste periode van de zwangerschap omdat in de praktijk — en, collega's, daarover gaat het precies — een vrouw op een normaal moment van consultatie in de medische begeleiding van de zwangerschap, plots door de medicus erop wordt geattendeerd dat zich een ernstig probleem voordoet in verband met haar zwangerschap.

Het is in dit geval in de praktijk de medicus die signaleert dat het uitdragen van de zwangerschap voor haar gezondheid enorme problemen kan geven.

Dat is dus een totaal ander geval. Men stelt vast dat de vrucht zich niet meer normaal ontwikkelt, er moet een echografie worden gemaakt en zo verder. Men komt dan altijd terecht bij een specialist waar men wordt geconfronteerd met het probleem van een medische ingreep op grond van de zware medische aanwijzingen. De beslissing of de ingreep al dan niet zal doorgaan ligt, ook in ons voorstel, steeds bij de vrouw. Het is immers niet uitgesloten — ik ken zulke gevallen — dat vrouwen toch kiezen voor het uitdragen van de zwangerschap, ook al lopen zij daarbij een ernstig medisch risico.

Tenslotte wil ik nog even ingaan op de therapeutische indicatie voor zwaar gehandicapte foetussen. De ingreep op uiterst zwaar gehandicapte foetussen gebeurt op het ogenblik in alle universitaire ziekenhuizen, ook in Leuven. Zelfs professor Van Assche, een sterk voorstander van de advertentie die verspreid is, verklaarde liever niet te antwoorden op die vraag, want een bevestigend antwoord zou domme juridische complicaties kunnen teweegbrengen. Kan men een beter bewijs leveren dat ten aanzien van de huidige praktijk aan alle universiteiten een wettelijke regeling dringend nodig is?

Ik wil hier iets dieper ingaan op de signalen die uit de gehandicaptenwereld komen. Zij zijn ook verschillend, doch veel genuanceerder dan bepaalde politieke tenoren willen doen uitschijnen.

De heer Pataer. — Zeer juist.

Mevrouw Aelvoet. — De Vlaamse Federatie voor gehandicapten schaarft zich achter het wetsvoorstel. De Katholieke Vereniging voor gehandicapten erkent schroomvol, na een bevestiging van de principiële afwijzing van abortus, dat «voor de vrouw

nochtans de belasting om een gehandicapt kind ter wereld te brengen, zo emotioneel sterk kan zijn dat zij in een onmachtssituatie terechtkomt. Goede begeleiding zal dan oog hebben voor de draagkracht, de wensen van de ouders, de psychische gevolgen van een eventuele abortus en de opvangmogelijkheden». Ook hier is het belangrijk te luisteren hoe men schroomvol tracht aan te tonen dat er wel degelijk situaties zijn die een aanpassing van de wet vragen.

Tot slot wil ik nog Guido Roscam citeren, die zelf ernstig gehandicapt is.

Hij pleit voor de zelfstandige levensvatbaarheid als ultieme grens voor een mogelijke ingreep. Dit is ook uitdrukkelijk de bedoeling van het wetsvoorstel zoals zeer duidelijk blijkt uit het verslag. Gedurende de periode die de zelfstandige levensvatbaarheid voorafgaat, geeft hij een grote verantwoordelijkheid aan ouders en artsen.

Ik citeer: «Ouderschap wil een kind een leven geven dat waard is geleefd te worden en kan daarom een onderscheid maken tussen leven dat weliswaar niet volmaakt is, maar niettemin wel leefbaar is en een leven waarin de pijn van de dood reeds ingeschreven staat. Dit kan een ontwikkeling zijn die zich in het ouderschap doorzet. Dit betekent geenszins dat wij alleen nog kinderen kunnen hebben onder voorwaarde dat wij hun gezondheid kunnen verzekeren en al hun tekorten kunnen verhelpen, zoals wij trouwens evenmin hun geluk kunnen waarborgen. Wij kunnen wel een onderscheid maken tussen de vele soorten letsels en tekorten die zowel de levensvatbaarheid als de leefbaarheid bedreigen. Wij weten wat wij kunnen herstellen en corrigeren en wij weten wat ongeneeslijk is, zelfs dodelijk of niettemin leefbaar op korte en lange termijn.»

Wij zijn er ons van bewust dat de ideale situatie die is waarbij geen enkele vrouw ongewenst zwanger zou worden. Dat er nog zeer veel te doen is om dit te realiseren, is een feit. Het zal niet voor morgen zijn en ook niet voor binnen tien jaar. Dat dit wetsvoorstel een bijdrage kan leveren om in reële conflictsituaties een oplossing te bieden in afwachting van de verwezenlijking van het ideaal, daar ben ik van overtuigd anders zou ik het niet steunen.

Naar aanleiding van dit wetsvoorstel en van dit debat zijn in onze samenleving over dit probleem gesprekken op gang gekomen.

Er is nog nooit zoveel over het probleem gepraat. Ik vind dit ver te verkiezen boven het zwijgen over wat onder de dekmantel van de clandestiniteit gebeurt en dan volhouden dat er niets moet veranderen.

Ik meen dat de bijdrage van het huidige voorstel van wet een wijze bijdrage is tot het maatschappelijk debat, omdat het een nieuwe wettelijke afbakening geeft waarbinnen verantwoorde beslissingen kunnen worden genomen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, le Parlement est, sans aucun doute, confronté aujourd'hui à un débat important et difficile qui, en dernière analyse et très profondément, sous-tend un problème d'ordre idéologique.

Je voudrais tenter de répondre à la problématique de l'interruption volontaire de grossesse en dehors de toute référence éthique ou religieuse. Celle-ci serait d'ailleurs, à mon avis, déplacée dès lors qu'on s'interroge sur la responsabilité du législateur, lequel ne peut pas confondre le plan juridique et le plan moral sans, cependant, devoir faire abstraction de considérations et de facteurs moraux, religieux ou autres dans l'élaboration d'une norme juridique.

Personne, je crois, ne met en doute la valeur essentielle que constitue la vie humaine; personne ne met en doute que le fœtus et l'embryon, s'ils ne constituent pas un être humain dans sa perfection, contiennent toutes les potentialités de la vie humaine.

Les biologistes sont unanimement d'accord — certains travaux du Conseil de l'Europe le démontrent de façon très évidente — pour reconnaître que, dès la conception, le code génétique de l'être humain est définitivement présent.

En d'autres termes, cela signifie que le potentiel biologique est programmé dans la première cellule. Par ailleurs, à travers une espèce d'évolution continue par surimpressions multiples, ce même être va se développer depuis la fécondation jusqu'à l'âge adulte.

Des discussions, à ce sujet, ont déjà eu lieu dans certaines enceintes parlementaires. Si certaines subsistent quant au point de savoir si l'embryon est ou n'est pas un sujet de droit, tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il constitue l'amorce d'une vie humaine, distincte de la vie animale et végétale et que cette vie humaine, en devenir, ne peut être traitée comme un simple objet.

Jamais, au cours des vingt dernières années, nous n'avons, au niveau international, entendu autant de déclarations affirmant l'absolue nécessité de respecter la vie humaine. Certains textes affirment même que ce respect doit être présent dès la conception.

Je ne vous imposerai ni les références ni la lecture de ces déclarations qui se sont situées aussi bien dans le cadre de l'assemblée générale des Nations Unies que dans celui du Conseil de l'Europe.

Si vous me le permettez, je voudrais lire un texte seulement. Il s'agit de la recommandation 874 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, relative à une charte européenne des droits de l'enfant. En son point 6, il est déclaré: «Le droit de chaque enfant à la vie, dès la conception, devrait être reconnu.»

Le législateur, en tant que gardien des fondements de la société, doit assurer la protection de la vie humaine, fût-elle en devenir, car l'être humain constitue l'essence même, au sens ontologique et philosophique du terme, d'une société et d'un Etat. En effet, le législateur n'est pas seulement garant des droits de la personne, il est également responsable du devenir de la société et donc, de l'être humain en devenir. A ce titre, il ne peut pas légitimer qu'une personne puisse disposer librement d'une autre personne, c'est-à-dire décider qu'elle vivra ou ne vivra pas.

Le respect de la vie est une valeur à ce point fondamentale qu'elle ne peut être laissée à la seule subjectivité — je reviendrai sur ce terme dans quelques instants — des individus. Une société risque de se détruire si chacun devient le seul juge de sa relation avec autrui. C'est en raison de cette conviction profonde que je ne voterai pas la proposition en discussion.

En effet, quoi qu'en dise ses auteurs, malgré l'encadrement et les formalités mises au point, elle reconnaît le droit d'une personne à disposer d'un être humain en devenir, c'est-à-dire le droit d'empêcher son accession à la qualité de personne humaine.

Je n'analyserai pas la proposition sur le plan des principes, d'autres l'ont fait avant moi. Permettez-moi simplement de rappeler qu'en vertu de la proposition, il n'y a pas d'infraction si la femme a demandé une interruption volontaire de grossesse lorsqu'elle se trouve en état de détresse.

Or, l'état de détresse y est défini par référence à un élément purement intentionnel, à savoir «le refus profond et persistant de la femme de mener sa grossesse». Il s'agit bien, ainsi que l'indique d'ailleurs la justification de l'amendement déposé par les auteurs de la proposition, du renvoi à un état purement subjectif. Et c'est cela seulement que le médecin doit constater, sans qu'il puisse se substituer à l'appréciation souveraine de la femme.

Les raisons qui peuvent conduire une femme à demander une interruption volontaire de grossesse — je pèse mes mots — sont donc indifférentes. Je ne prétends pas qu'il n'y a aucune raison, mais la recherche de la raison n'est pas considérée comme un élément essentiel dans l'esprit des auteurs de la proposition. D'après eux, et je cite un texte des développements, «la volonté de la femme est souveraine malgré l'intérêt que l'on peut reconnaître objectivement à l'embryon». Cette conception, je viens de la dire, je ne puis l'accepter.

En effet, à partir du moment où l'embryon contient tous les éléments d'une vie en devenir, le droit ne peut permettre qu'il soit supprimé, pour quelque raison que ce soit.

Si, après la douzième semaine, l'interruption volontaire de grossesse ne peut avoir lieu que s'il y a un danger grave pour la santé de la femme, on peut s'interroger sur la portée du terme «santé». N'est-il pas à ce point vague qu'il permettra des interprétations très larges, aboutissant à ce que, même après la douzième semaine, l'interruption volontaire de grossesse puisse se faire dans tous les cas?

Je voudrais, à cet égard, rappeler l'interprétation du terme «santé» donnée dans deux contextes.

Ainsi, dans la législation suisse, l'article 120 du Code pénal se réfère exactement à ce même terme. Or, que disent la doctrine, la jurisprudence? Elles affirment que ce terme de «santé» doit être interprété de manière à tenir compte des circonstances sociales de la femme enceinte et du fait que la grossesse, et même les charges d'élever un autre enfant, peuvent dépasser les forces de la femme. Il s'agit donc d'une interprétation très extensive.

C'est une interprétation du même type qu'on retrouve dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé: la santé y est définie non seulement par référence à la santé physique et psychique, mais également par rapport à l'équilibre et à l'harmonie sociale.

Sans doute, les auteurs de la proposition reconnaissent-ils la valeur de la vie humaine, même en devenir, puisqu'ils condamnent, dans deux dispositions, à l'article 350 et à l'article 351, l'interruption volontaire de grossesse en dehors des conditions prévues par leur texte.

Mais il faut admettre que l'article 350 nouveau introduit des exceptions à ce point générales et larges, aussi bien avant qu'après la douzième semaine, que le principe même de la condamnation perd une grande partie de sa substance. Les conditions de détresse et de santé sont à ce point vagues que je serais tenté de dire qu'elles sont inexistantes.

Après avoir analysé la proposition en ce qui concerne sa philosophie générale, je voudrais maintenant aborder l'examen des mesures d'encadrement prévues par les auteurs. En effet, leur libéralisme, sur le plan des principes, aurait peut-être pu être compensé par une très grande rigueur en matière d'encadrement.

Force m'est de constater que, sur ce point, la proposition est peu élaborée et très en retrait par rapport à ce qui figure dans d'autres législations, que ce soit en Suède, au Danemark ou aux Pays-Bas. Je suis même convaincu que, si la proposition est adoptée telle quelle, nous aurons, à cet égard, une des législations les plus libérales.

Je voudrais essayer de le démontrer en distinguant, d'une part, les dispositions relatives aux conditions dans lesquelles peut s'effectuer une interruption volontaire de grossesse et, d'autre part, les dispositions relatives aux obligations qui pèsent sur le médecin.

Je ne retiendrai que trois conditions objectives.

La première a trait aux conditions médicales dans lesquelles doit être pratiquée une interruption volontaire de grossesse. Le texte précise que ce doit être dans de «bonnes» conditions médicales. Cela signifie, si j'analyse correctement le texte, que le fait de pratiquer une interruption volontaire de grossesse dans de «mauvaises» conditions médicales constitue une infraction à la loi et entraîne donc une condamnation pénale. Mais qui va déterminer si les conditions sont bonnes ou mauvaises? Est-ce le juge? Ne sommes-nous pas alors en contravention par rapport à un principe fondamental de notre droit pénal, à savoir qu'il exige rigueur et précisions? Le risque n'est-il pas grand de laisser au juge un pouvoir excessif d'interprétation, avec tous les risques liés à l'arbitraire que cela implique?

La deuxième condition objective qui me semble également critique est relative au type d'établissement — on y a déjà fait allusion — dans lequel peut être pratiquée une interruption volontaire de grossesse. La proposition indique qu'il doit s'agir d'un établissement de soins et ajoute une précision: cet établissement de soins doit disposer d'un minimum d'infrastructure en ce qui concerne l'accueil et l'information.

J'ai eu l'occasion d'examiner l'ensemble des législations en matière d'interruption volontaire de grossesse et n'en ai découvert aucune autre qui soit aussi libérale et ce, même après la douzième semaine, lorsque les risques médicaux peuvent être très grands. Que ce soit au Portugal, au Luxembourg, en Grande-Bretagne ou en Espagne, il s'agit toujours soit d'un établissement officiel, soit d'un établissement agréé.

Quant à l'aide qu'il est souhaitable de donner à la femme, aide que vraisemblablement elle attend, je ne comprends pas pourquoi l'assistance et les conseils relatifs aux moyens auxquels la femme pourra recourir, ne lui sont donnés qu'à sa demande, ou à la demande du médecin.

Cela signifie que si la femme, qui normalement attend de l'aide, mais n'en exprime pas la demande, ne pourra en bénéficier.

Le deuxième type de condition qui figure dans la proposition concerne les obligations qui pèsent sur le médecin. Il s'agit d'abord de l'obligation, pour le médecin, de ne pratiquer l'interruption volontaire de grossesse que six jours après la première consultation. Il n'y a pas de doute que le non-respect de ce délai de six jours constitue une contravention à la loi et entraîne l'application d'éventuelles sanctions pénales.

Mais pour contrôler le respect d'un délai, il faut en connaître le point de départ et le point d'arrivée. En l'occurrence, on connaît le point d'arrivée: la date à laquelle a lieu l'interruption volontaire de grossesse puisqu'elle doit être renseignée dans la déclaration de la femme.

Par contre, on ne connaît pas le point de départ, c'est-à-dire la date de la première consultation.

La proposition ne prévoit donc aucun moyen de contrôle, aucune garantie du respect du délai de six jours. Nous risquons, dès lors, d'en arriver à une situation qui existe dans d'autres pays et notamment dans un pays très proche du nôtre sur le plan de sa législation, la France, où existe ce même délai de réflexion. Le rapport Delaneau dressant le bilan de l'application de la loi française précise d'ailleurs que ce délai n'est pas respecté et souvent même ignoré et réduit à rien.

Ensuite, si la proposition prévoit effectivement — mais il faut le reconnaître, incidemment et sur le plan légistique, ce qui est assez peu orthodoxe — l'existence d'un dossier médical, rien n'est précisé quant à son contenu, si ce n'est qu'il doit contenir la déclaration de la femme relative à sa détermination de procéder à une interruption volontaire de grossesse. Rien de plus! Sans doute certains estiment — ils l'ont dit en commission — que le législateur national n'est plus compétent, en la matière, pour régler de manière précise, ce dossier médical. C'est oublier que la législation dont nous discutons est une législation pénale et que la détermination du champ d'application de ce type de législation, et éventuellement de la portée des exceptions, demeure entièrement de la compétence du législateur.

Comme je l'ai déjà déclaré, je ne voterai pas cette proposition parce que, dans son principe — certainement au cours des douze premières semaines, et vraisemblablement après la douzième semaine, étant donné la référence très large et très vague au concept de santé — elle aboutit, non pas à une dépénalisation, mais à une libéralisation de l'avortement.

Si la proposition de loi qui nous est présentée est, à mon sens, inacceptable, pouvons-nous pour autant nous satisfaire de la législation actuelle qui, tout le monde le sait, condamne d'une manière absolue et sans exception l'interruption volontaire de grossesse? C'est le point de vue de certains qui estiment que, par une application différenciée, nuancée, de la loi, on peut apporter une réponse à toutes les situations dramatiques auxquelles la femme est confrontée.

Je formulerai à cet égard quatre observations.

En premier lieu, on dénombre aujourd'hui chaque année en Belgique entre quinze et vingt mille — certains disent même vingt-cinq mille — avortements qui, sauf cas exceptionnels, sont pratiqués au mépris de la loi et ne font l'objet ni de poursuites ni de condamnations. Les statistiques figurant aux annexes du rapport sont révélatrices à cet égard.

Cela signifie que les interruptions de grossesse, quelles que soient les raisons qui les justifient, fussent-elles économiques, physiques, psychologiques ou sociales, sont aujourd'hui une réalité et acceptées comme telles.

Il en résulte que des milliers d'avortements se pratiquent en dehors de tout contexte d'encadrement, de toute assistance sociale et, comme je l'ai dit, au mépris de la loi.

Est-ce cette situation que les défenseurs du texte actuellement en vigueur veulent voir subsister? A moins qu'ils ne pensent que, demain, on puisse redonner aux textes de notre Code pénal toute leur efficacité et toute leur vigueur?

En réalité, le maintien de la législation actuelle aboutit, dans la pratique, à une libéralisation aussi grande que celle qui est prévue dans la proposition de loi et, à la limite, je dirais même plus grande, car dans la situation présente, aucun encadrement n'est prévu.

Ma deuxième observation à l'égard de la situation actuelle — c'est un réflexe de juriste, mais je crois que c'est une réaction que tout législateur doit avoir — est relative à cette loi qui est violée et bafouée.

L'ordre juridique est fait pour être respecté. C'est l'essence même de la règle de droit que d'être obligatoire et contraignante. Elle doit être appliquée par les magistrats qui sont les gardiens du respect de la loi.

Si la loi n'est pas appliquée, c'est qu'elle résulte, soit d'une inadéquation de ladite loi par rapport à l'ordre social, soit d'une démission de ceux qui ont pour mission de l'appliquer.

Face à cette constatation, deux solutions sont possibles. Ou bien le pouvoir judiciaire remplit sa mission et veille à l'application correcte de la loi, tout en la nuancant en fonction des cas et des situations dramatiques, ou bien il appartient au législateur de constater l'inadéquation de la législation actuelle et de proposer des modifications législatives.

Je crois qu'un Etat dont les institutions restent incapables d'exercer leurs fonctions est un Etat qui est miné dans ses fondements. Si la loi est ouvertement et impunément violée, sans réaction des pouvoirs publics, quelle est encore, en définitive, sa fonction?

En troisième lieu, je souhaiterais adresser une remarque à ceux qui estiment que, s'il n'y a plus d'application de la loi pénale en matière d'interruption de grossesse, il faut cependant la maintenir car elle est porteuse de certains principes, comme celui du respect de la vie. Je l'ai déjà dit en commençant mon intervention: c'est confondre l'ordre du droit et l'ordre de la morale.

Or, dans leur champ d'application, dans leurs sanctions, dans leurs finalités, le droit et la morale ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Si le droit, dans un certain nombre de cas — par ailleurs nombreux — transpose certains principes moraux, il leur donne une portée juridique, et nul ne le conteste.

Mais accepter que la règle de droit ne soit que le véhicule d'une règle morale, sans y attacher de sanctions d'ordre juridique, c'est confondre deux ordres totalement différents, et cela me paraît extrêmement dangereux pour l'ordre moral. En effet, à partir du moment où le droit devient le simple véhicule de concepts moraux, s'il n'est plus appliqué et s'il devient inefficace, le concept moral est également ébranlé.

J'en viens à présent à ma quatrième et dernière observation relative à la situation actuelle. Je voudrais répondre à ceux qui estiment que la législation actuelle est plus ou moins satisfaisante et que, dès lors, il faut laisser au juge le soin de la nuancer en vertu de son pouvoir d'appréciation qui lui permettra de rencontrer toutes les situations dramatiques.

Aujourd'hui, le pouvoir d'interprétation et d'appréciation des juges se limite à fermer les yeux et à classer sans suite la plupart des dossiers d'interruption volontaire de grossesse. Où se situe cette application nuancée et différenciée puisque aucune poursuite n'est plus exercée?

Je ne crois pas qu'il soit souhaitable que les juges aient le pouvoir d'opérer une certaine sélection, c'est-à-dire de classer

les dossiers leur paraissant répondre à des situations dramatiques et d'exercer des poursuites dans les autres cas.

En effet, le juge a besoin d'un minimum de directives. Nous sommes dans une loi pénale, et il s'agit d'excepter éventuellement du champ d'application de la loi pénale certains cas. Si nous ne donnons pas ce minimum de directives aux juges, malgré toute leur honnêteté intellectuelle, je crains qu'il n'y ait des interprétations différenciées, divergentes, en fonction des convictions idéologiques et philosophiques de chacun. Ceci nous amènerait à ébranler l'unité de l'ordre juridique.

La deuxième raison pour laquelle je doute qu'on puisse laisser un pouvoir général d'appréciation au juge dans le cadre de la législation actuelle, c'est qu'il n'est pas sain, dans un Etat de droit, fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs, que la norme soit établie par ceux qui ont mission de l'appliquer.

Si le pouvoir judiciaire, étant donné la complexité de la vie sociale, et des relations sociales, doit se voir reconnaître un pouvoir d'interprétation assez large, il n'en reste pas moins que c'est au législateur démocratiquement élu qu'il appartient d'élaborer les textes de loi et de prendre la responsabilité de notre ordre juridique.

J'en arrive à la troisième partie de mon exposé. Si donc la proposition que nous discutons aboutit à une très large libéralisation, si la situation actuelle conduit, dans la réalité, à une libéralisation semblable, n'y a-t-il pas une voie médiane qui nous permettrait de tenir compte, d'une part, du droit de l'être humain en devenant et, d'autre part, de la situation de la personne de la femme, et c'est intentionnellement que j'ai employé ces deux termes. Est-il exclu qu'on tienne compte d'exigences qui peuvent paraître contradictoires?

La société ne peut se démettre de ses responsabilités et accepter une pure et simple libéralisation de l'avortement, mais elle doit être attentive aux situations personnelles et susciter l'exercice de la responsabilité propre.

En réalité, la problématique de l'interruption volontaire de grossesse interpelle et la femme et la société: la femme qui se trouve partagée entre, d'une part, le respect de la vie en devenant qu'elle porte en elle et, d'autre part, sa personne de femme engagée dans son existence, dans sa responsabilité, dans sa liberté, et qui, dans certains cas, peut se trouver dans des situations dramatiques, voire inhumaines.

La question est de savoir si la société se réserve la décision, impose sa décision par des sanctions, ou si, au contraire, respectueuse d'un conflit de valeurs personnelles, elle refuse de le trancher, laissant à la femme le soin de se déterminer.

Il m'apparaît que c'est à la seconde solution qu'il y a lieu de se rallier. Mais cette seconde solution n'implique pas que le législateur légitime l'interruption volontaire de grossesse, qu'il la cautionne de son autorité. Elle sous-entend simplement que le législateur respecte le choix qu'une femme a pu opérer entre des valeurs qu'il ne peut apprécier uniformément et dans l'absolu. Il s'agit donc, dans certains cas, de ne pas sanctionner pénalement l'option difficile et douloureuse qu'une femme a pu faire.

Certains s'interrogeront sur les raisons qui peuvent justifier cette abstention du législateur. Elles m'apparaissent au nombre de deux.

D'abord — ce fait n'est pas propre à la législation dont nous discutons actuellement — une inadéquation existe souvent aujourd'hui entre l'infraction et la sanction. Notre droit pénal est, sur ce point, très imparfait.

Ensuite, il m'apparaît difficile de condamner des personnes ayant fait un choix, à savoir l'interruption volontaire de grossesse, que peut-être nous n'aurions pas fait dans les mêmes circonstances. La société ne peut exiger que nous soyons tous des héros! J'ai une admiration profonde pour la femme qui, dans des circonstances difficiles, a accepté un enfant. Mais j'hésite à frapper de sanctions pénales celle qui n'a pas été capable d'un même acte d'héroïsme.

Qu'on ne se méprenne pas sur ma position. Il ne s'agit pas d'une démission du législateur, d'une espèce d'indifférence

devant la problématique de l'interruption volontaire de grossesse, mais simplement de ne pas sanctionner pénalement, dans certaines circonstances exceptionnelles, le choix qu'une femme a pu faire.

Treize sénateurs du groupe PSC représentant la très grande majorité de ce groupe ont essayé de définir ces circonstances exceptionnelles. Nous pensons que, seules, des circonstances ou des raisons graves et durables mettant sérieusement en péril les conditions essentielles de la vie de la femme peuvent justifier une abstention du législateur.

Mais nous avons été plus loin. Reprenant une formule qui n'apparaît pas dans la proposition de loi qui nous est présentée mais que l'on retrouve dans de nombreuses législations, nous avons clairement indiqué que l'interruption volontaire de grossesse ne pouvait être pratiquée qu'en l'absence de toute alternative. Ce doit être le dernier moyen, le dernier recours.

En proposant ce texte, nous avons voulu affirmer qu'on n'interrompt pas le développement d'une vie sur la base d'une déclaration de volonté, fût-elle réelle et persistante.

Certains objecteront — M. Lallemand et Mme Herman en ont fait mention — qu'il n'appartient pas au juge de se prononcer sur le choix qu'une femme a pu faire. A cette objection, je voudrais apporter deux réponses.

La première est que, dans notre esprit, il n'est pas question de faire du juge un censeur cas par cas, chargé de vérifier si les conditions prévues dans nos amendements sont remplies ou non. C'est la femme et le médecin qui les apprécieront dans le contexte de l'encadrement que nous proposons.

Le juge ne pourrait être appelé à intervenir qu'*a posteriori*, si l'on devait estimer que les conditions prévues dans nos amendements ne sont pas respectées. Pourquoi refuserait-on au juge ce pouvoir d'interprétation qui constitue l'essence de sa mission? N'est-il pas là pour veiller à la correcte application de toute loi? Comme l'a très bien écrit Paul Foriers, «il appartient au juge, même dans les questions les plus délicates, de devoir, à un moment donné, apprécier, au nom de la défense de l'ordre social, certains mobiles ou certaines intentions personnels».

J'en viens à une deuxième observation relative à ce pouvoir d'intervention du juge. Je ne vois pas pourquoi dans le texte que nous discutons il peut, après douze semaines — cela a été clairement exprimé — contrôler si les conditions prévues sont remplies, à savoir si le concept de santé entendu au sens large est respecté et pourquoi on lui refuserait, dans le contexte des amendements que nous avons présentés, s'il y a des circonstances graves, durables et certaines mettant en péril les conditions essentielles de la vie de la femme.

Telle est la portée de notre amendement, dans son principe.

Mais nous avons également mis l'accent sur la nécessité d'un encadrement plus rigoureux. J'ai tenté de montrer, dans la première partie de mon exposé, combien l'encadrement prévu dans la proposition semble imprécis et vague.

Nous voulons un encadrement médical, social et psychologique qui constitue — et c'est en cela que nous nous différencions profondément — un moyen de dissuasion.

Dans l'esprit des auteurs de la proposition, «l'encadrement doit être neutre. Il ne peut en rien avoir un effet dissuasif. Il doit se limiter à des informations qui ne peuvent en rien influencer la femme dans un sens ou dans un autre».

Notre système d'encadrement s'inscrit dans une tout autre perspective. Il vise, en effet — et je pèse mes mots — à dissuader éventuellement la femme de recourir à une interruption volontaire de grossesse, non pas par des pressions exercées sur sa conscience, non pas en la culpabilisant, mais bien en lui faisant prendre conscience de la réalité objective de sa grossesse et des différentes alternatives possibles qui, souvent, se sont révélées très heureuses et très positives.

Je m'étonne d'ailleurs que, face à ce qui est considéré par tout le monde — les auteurs de la proposition l'ont dit à plusieurs reprises — comme un échec, on puisse adopter une attitude de neutralité. Même la loi française s'inscrit dans une finalité différente.

Mme Veil, ministre de la Santé à l'époque de la discussion de sa proposition de loi déclarait aux parlementaires français que « la loi devait être réellement dissuasive ».

L'encadrement que nous proposons — je ne ferai que l'esquisser ici — s'articule autour des principes suivants.

L'avortement constituant un acte grave dans la mesure où il supprime une vie humaine en devenir, le législateur se doit de mettre en place un encadrement dissuasif. D'où notre triple exigence d'accueil, d'information et d'assistance, non pas une assistance à la demande de la femme ou du médecin, mais bien une assistance et des conseils rendus obligatoires.

Dans la proposition qui nous est présentée, l'interruption volontaire de grossesse — je l'ai appelé tout à l'heure — ne peut être pratiquée que dans de bonnes conditions médicales. Je ne reviendrai pas sur la critique que j'ai émise quant à la référence à ces termes « bonnes conditions médicales ». Nous avons estimé qu'il était inconcevable de laisser un tel pouvoir d'appréciation au juge quant à l'existence ou la non-existence d'une infraction.

Dès lors, nous proposons que l'interruption volontaire de grossesse ne puisse être pratiquée que dans des établissements de soins extra-hospitaliers ou hospitaliers agréés, rejetant ainsi toute clandestinité.

Nous proposons un système de contrôle du délai de réflexion. Comme je l'ai déjà dit, dans l'état actuel de la proposition, le délai de réflexion, élément important et fondamental, peut être tout à fait théorique. Or, le délai de réflexion doit permettre d'éviter des décisions irréflechies ou qui seraient prises sous le coup d'événements ou de pressions extérieurs. C'est la raison pour laquelle nous mettons au point un système très strict de contrôle du délai de réflexion.

Par ailleurs, si la proposition prévoit un dossier médical, elle reste muette quant au contenu de ce dossier.

Or, nous estimons que ce dossier devra contenir un certain nombre de mentions qui permettront aux magistrats de contrôler si les conditions de la loi et les obligations du médecin ont été réellement respectées.

Enfin, en un dernier principe, nous proposons, au niveau national, l'établissement d'un collège chargé de veiller au respect des dispositions légales.

Telle est la philosophie et la portée générale de nos amendements. Je regrette qu'ils n'aient pas rencontré un écho plus attentif en commission et qu'un dialogue réel et approfondi n'ait pas toujours pu s'établir.

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes tous convaincus que l'interruption volontaire de grossesse est un échec, tant pour la femme que pour la société. On peut en limiter les effets en organisant un encadrement efficace et en restreignant les cas et les circonstances dans lesquels une interruption volontaire de grossesse peut être pratiquée. Cependant, en réalité, l'atténuation du phénomène social de l'avortement passe par une rénovation et une réflexion sur l'ensemble de la politique familiale.

Dans notre esprit, dans certains cas, l'admission de l'interruption volontaire de la grossesse ne peut se faire sans être compensée par une vigoureuse action en faveur de la famille.

Quant à la proposition dont nous discutons, ma position est claire: je ne la voterai pas car elle aboutit à une libéralisation de l'avortement. Par ailleurs, je ne puis accepter le maintien de la situation actuelle qui, dans les faits, la pratique et la réalité, aboutit au même résultat. Sans être rêveur ou utopique, j'ose cependant espérer qu'au-delà de nos conceptions et de nos appartenances philosophiques et idéologiques divergentes, notre responsabilité commune de législateur, gardien des fondements de la société et de l'ordre social, pourra peut-être, demain encore, nous amener à trouver ensemble une solution respectueuse des droits de l'être humain à naître et de la personne de la femme. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heures.

Wij zetten onze werkzaamheden vanmiddag te 14 uur voort.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 35 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 35 m.*)

